



UN
CDF

PARTENARIATS



Investir avec nos partenaires
pour obtenir des résultats

SYNERGIES



EFFET DE LEVIER



RÉSULTATS



RAPPORT ANNUEL 2013



Investir avec nos partenaires
pour obtenir des résultats



RAPPORT ANNUEL 2013



02

AVANT-PROPOS

04

À PROPOS DE L'UNCDF

07

UNE NOUVELLE ÈRE DE PARTENARIATS

Un partenaire réactif pour le développement

17

MODE DE FONCTIONNEMENT DE L'UNCDF : UN EFFET DE LEVIER

De multiples partenariats pour faire la différence

27

RÉSULTATS EN TERMES DE CROISSANCE INCLUSIVE ET DURABLE

Faits marquants de 2013

Finance Inclusive

Financement du Développement Local

39

LES MOYENS D'AGIR

Importance de la solidité des partenariats en vue de financements
de base stables et prévisibles

Consultations des parties prenantes sur les scénarios prospectifs de l'UNCDF

Partenaires et ressources

50

ÉTATS FINANCIERS

AVANT-PROPOS

Investir avec nos partenaires pour obtenir des résultats

Le développement n'est ni un sport de spectacle, ni un acte solitaire. Il est le résultat du rassemblement et de la collaboration de partenaires convaincus qu'il est non seulement possible, mais impératif d'œuvrer pour un monde meilleur.

Pour les pays les moins avancés (PMA) dans lesquels nous intervenons, cet impératif s'accompagne d'un vif sentiment d'urgence. Face à l'accélération des changements mondiaux (fracture numérique, inégalité croissante, changements climatiques et autres), les personnes pauvres ont encore plus de difficultés à saisir les opportunités qui se présentent à elles et risquent d'accroître leur retard par rapport aux autres.

Le soutien que nous proposons en tant que partenaire du développement aide les individus à saisir ces opportunités et à mieux profiter des avantages liés au progrès mondial. Les partenariats en matière d'innovation sont essentiels, car ils nous permettent de concevoir, de mettre en œuvre et de déployer des solutions avec une rapidité et une efficacité accrues.

Nous avons la chance de travailler dans le cadre d'un mandat financier unique, qui nous permet de rentabiliser pleinement nos partenariats publics et privés. En 2013, nous nous sommes appuyés sur les innovations mises en place avec nos partenaires dans les domaines du financement du développement local et de la finance inclusive, nos résultats en termes de développement provenant essentiellement de nouvelles synergies stratégiques entre ces deux domaines d'activité. La contribution constante et stable de nos partenaires aux ressources ordinaires nous permet de continuer à innover, tout en demeurant flexibles et réactifs.

Nous sommes fiers de travailler aux côtés d'un nombre croissant de partenaires qui croient en notre travail. Nous sommes reconnaissants envers tous nos donateurs : gouvernements, société civile et partenaires du secteur privé. Le volume de leurs contributions financières cumulées, qui a atteint un nouveau record en 2013, reflète la confiance qu'ils portent à notre approche visant à rendre le développement durable plus inclusif.



Alors que nous continuons à jouer un rôle moteur en vue de la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) dans les PMA, notre attention se tourne de plus en plus vers l'avenir. Nous avons contribué activement aux discussions concernant le programme de développement pour l'après-2015, plaidant pour un plan permettant à ceux qui vivent en marge de la prospérité de participer plus pleinement au développement économique susceptible d'améliorer leur vie.

À l'avenir, nous comptons sur la poursuite d'une collaboration fructueuse avec l'ensemble de nos partenaires et sur la mobilisation de nos forces en vue de la réalisation de notre objectif commun, à savoir améliorer les perspectives et transformer la vie des personnes les plus pauvres et les plus vulnérables. Avec le soutien de ses partenaires, l'UNCDF continuera à étendre ses actions à des millions de personnes défavorisées, qui sont impatientes de participer à l'action mondiale en faveur du changement.



Marc Bichler
Secrétaire exécutif de l'UNCDF



« Si l'innovation est essentielle pour relever les défis du développement durable, les

PARTENARIATS
sont la **CLÉ** de
L'INNOVATION. »

Marc Bichler



À PROPOS DE L'UNCDF

United Nations Capital Development Fund

Le mandat initialement confié à l'UNCDF par l'Assemblée générale des Nations Unies était d' « assister les pays en voie de développement dans le développement de leur économie, en complétant les ressources existantes en matière d'aide à l'équipement au moyen de dons et de prêts » (Résolution 2186, 13 décembre 1966). Celui-ci a été modifié en 1973 afin de viser en priorité les PMA.

Le mandat financier de l'UNCDF au sein du système des Nations Unies est unique. Il fournit des investissements et un appui technique aussi bien au secteur public que privé. Par son aptitude à mobiliser des capitaux, son mandat constitue un complément des plus utiles à ceux des autres agences des Nations Unies. Il lui permet également d'investir en amont éliminant des risques ce qui par la suite permet aux partenaires financiers institutionnels, aux organisations caritatives et aux investisseurs du secteur privé, dont le nombre ne cesse de croître, d'exploiter les possibilités qui en résultent.

L'UNCDF a prouvé sa capacité à rentabiliser les investissements et interventions à risque dans ses principaux domaines de compétence, à savoir la finance inclusive et le financement du développement local.

L'UNCDF a également acquis une grande expérience dans le renforcement des capacités de financement des collectivités locales. Ces capacités sont ensuite étendues à l'échelle nationale par des partenaires du développement plus importants, tels que la Banque mondiale.

L'UNCDF est aussi l'une des agences du développement les plus engagées dans la promotion de l'inclusion financière par le biais de son approche du développement des marchés. Des premières actions de soutien aux stratégies nationales de microfinance des années 1990, l'UNCDF a récemment renouvelé son approche du développement des marchés en élaborant un nouvel outil diagnostique et un cadre programmatique destinés à soutenir l'élaboration de stratégies nationales d'inclusion financière.

Il est également important de rappeler que l'UNCDF est la seule agence des Nations Unies à cibler en priorité les PMA. Ainsi, l'UNCDF soutient actuellement 33 des 48 PMA par le biais de programmes pays, mais aussi régionaux et globaux.

L'action de l'UNCDF dans le domaine de la finance inclusive vise à élaborer des systèmes financiers inclusifs et à faire en sorte que divers produits financiers soient proposés à tous les segments de la société, à un prix raisonnable et de manière durable.

L'UNCDF soutient des prestataires très divers (institutions de microfinance,

banques, coopératives, sociétés de transfert de fonds) et des produits et services financiers diversifiés (épargne, crédit, assurance, paiements, transferts de fonds). L'UNCDF soutient également des canaux de distribution plus récents (réseaux de téléphonie mobile, par exemple) qui offrent un formidable potentiel de développement.

L'action de l'UNCDF dans le domaine du financement du développement local a pour but de veiller à ce que les habitants de toutes les régions et de tous les milieux tirent profit de la croissance économique. Cela suppose de surmonter les difficultés locales propres, par exemple, aux zones périurbaines et aux régions rurales reculées. Cela demande également de réinvestir les ressources nationales dans les économies et les services locaux par le biais, notamment, de la décentralisation fiscale, du financement lié au climat et du financement de projets. Nos efforts portent sur le renforcement de la gestion des finances publiques et des recettes locales, et sur l'amélioration de la qualité des investissements publics et privés à l'échelle locale.

33

PAYS

PMA AYANT BÉNÉFICIÉ
DE PROGRAMMES DE
L'UNCDF EN 2013

PMA disposant de programmes de finance inclusive

Bhoutan
Burkina Faso
Burundi
Îles Comores
République
démocratique
du Congo
Ethiopie
République
démocratique
Lao
Lesotho
Libéria
Madagascar
Malawi
Mozambique
Myanmar

Népal
Niger
Rwanda
Samoa
Sénégal
Sierra Leone
Îles Salomon
Sud-Soudan
Tanzanie
Timor oriental
Togo
Ouganda
Vanuatu
Zambie

PMA disposant de programmes de financement du développement local

Bangladesh
Bénin
Bhoutan
Burkina Faso
Burundi
Cambodge
Ethiopie
Guinée Conakry
République
démocratique Lao
Lesotho
Mali

Mozambique
Népal
Niger
Sénégal
Sierra Leone
Îles Salomon
Somalie
Tanzanie
Timor oriental
Ouganda



UNE NOUVELLE ÈRE DE PARTENARIATS

Un partenaire réactif pour le développement

L'adoption des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) en 2000 a créé une forme de partenariat unique de deux points de vue.

TOUT D'ABORD, les OMD exprimaient la prise en compte des interconnexions entre les personnes et les lieux, inspirant un effort coordonné pour améliorer la vie de centaines de millions de personnes sur la planète.

ENSUITE, les huit objectifs forment conjointement une vision du développement qui reflète la nature complexe des défis auxquels les personnes sont confrontées dans le monde réel.

Treize ans plus tard, des progrès ont été réalisés sur plusieurs fronts en ce qui concerne la réalisation des OMD. De nombreux groupes de personnes sont sortis de l'extrême pauvreté. La scolarisation à l'école primaire a largement augmenté. De plus en plus de femmes et de filles sont en mesure de participer à la vie civique et davantage de personnes dans le monde bénéficient de conditions sanitaires améliorées et d'une meilleure santé.

Cependant, ces progrès restent très inégaux dans et entre les régions et pays, ce qui pourrait masquer une tendance plus large à l'aggravation des inégalités mondiales.

Les politiques publiques ont généralement ignoré ces inégalités, provoquant une augmentation des disparités individuelles et territoriales: souvent, seule une petite partie de la population a été en mesure de bénéficier de la croissance économique. Du fait de cette dynamique, les économies de nombreux pays en développement restent concentrées dans quelques centres urbains, caractérisés par une base étroite et extrêmement vulnérables aux chocs externes.



TRIPLEMENT
du nombre de
partenaires du secteur
privé depuis 2010



↑ NÉPAL : l'UNCDF a établi un partenariat avec le PNUD pour développer CleanStart, un programme ayant pour vocation d'aider les ménages pauvres et les micro-entrepreneurs à accéder à des fonds pour une énergie propre et abordable. CleanStart crée des instruments de microfinance visant à assurer l'accès futur à une énergie propre pour les ménages à faible revenu.

© UNCDF/ Frederic Noy

Ce système a subi de plein fouet l'impact des crises financières récentes, en particulier dans les PMA : dans de nombreuses régions, des usines délocalisées ont commencé à fermer, le secteur de la construction a connu un repli, les flux touristiques ont diminué, les exportations sont devenues moins compétitives et les transferts de fonds ont baissé. Ce qui fonctionnait pour seulement une partie du système avant la crise s'est révélé encore moins efficace après ces chocs.

L'agenda de développement pour l'après-2015 vise à renforcer l'engagement de la communauté internationale à éradiquer la pauvreté, admettant ainsi les liens intrinsèques entre éradication de la pauvreté et promotion du développement durable dans ses trois dimensions : stabilité économique et croissance économique durable, promotion de l'équité sociale et protection de l'environnement.

Améliorer le sort du plus grand nombre et accroître les choix disponibles représentent de nouvelles opportunités de rendre le développement plus durable et l'accès au capital plus inclusif. Mais la création de ces opportunités nécessite que des partenaires partageant les mêmes valeurs jouent collectivement un rôle de levier, identifiant simultanément le potentiel de transformation du moment et l'urgence à agir sur la situation.

Par son mandat et son approche, l'UNCDF s'engage à suivre le rythme du changement au fur et à mesure qu'il affecte les plus pauvres de la planète. La structure opérationnelle de l'UNCDF est caractérisée par la souplesse et l'adaptabilité, ainsi que sa capacité intrinsèque à exploiter pleinement l'innovation mondiale en faveur des besoins locaux, où qu'ils surviennent. Son aptitude éprouvée à travailler à partir de zéro continue de valoir à l'UNCDF la confiance d'un nombre croissant de partenaires et lui permet ainsi de recevoir des ressources pour soutenir de manière de plus en plus fiable et complète les objectifs de développement des pays qu'il appuie.

En s'appuyant sur son historique solide en matière d'assistance aux PMA, que ce soit en termes d'assistance technique ou de capitaux de lancement afin de bâtir des secteurs financiers inclusifs et des systèmes de gouvernement local efficaces, qui fournissent des services et des infrastructures adéquats – et en tant que seule organisation des Nations Unies qui se concentre explicitement sur les PMA –, l'UNCDF s'est lancé en 2013 dans l'élaboration d'un nouveau cadre stratégique pour la période 2014-2017, qui propose une réponse efficace aux enjeux spécifiques de la croissance inclusive et des inégalités auxquelles font face les PMA. La stratégie répond explicitement aux défis de l'inégalité territoriale en se concentrant sur le déblocage et l'exploitation des capitaux privés et publics, en particulier issus de sources nationales et destinés à des investissements à petite échelle dans l'infrastructure locale, les services, les micro-entreprises et les petites et moyennes entreprises (PME), appelées parfois le « maillon manquant ». Afin de permettre à l'UNCDF de consolider ce nouveau domaine de travail, une nouvelle expertise a été créée et de nouveaux partenariats ont vu le jour. Ainsi, en 2013, l'UNCDF a augmenté ses effectifs dans des domaines comme l'énergie non connectée au réseau, l'agriculture, le financement de projets à petite échelle, les services bancaires mobiles et les systèmes de paiement électroniques.

De même, l'UNCDF a développé sa plateforme de partenaires et de groupes de pairs dans ces domaines, par exemple en rejoignant l'Aspen Network of Development Entrepreneurs (ANDE) et le Global Impact Investing Network (GIIN). L'UNCDF a également étudié la possibilité de collaborer avec des investisseurs à fort impact en vue d'accroître la portée potentielle de ses interventions, grâce à des investisseurs privés et institutionnels. Il s'agit d'un élément crucial, qui définit la place de l'UNCDF dans l'architecture de l'aide internationale. L'UNCDF se positionne comme un incubateur et un investisseur de départ qui, grâce à un mandat d'investissement flexible, peut éliminer les risques et débloquent des opportunités d'investissements, permettant de développer à plus grande échelle et de répliquer les projets grâce à des partenaires ayant des profils de risque et des stratégies d'investissement complémentaires, par exemple la SFI.

► **SOMALILAND** : le Programme conjoint on Local Governance (JPLG) se concentre sur le développement d'institutions à différents échelons du gouvernement. Grâce à un processus participatif de sélection des investissements, il aide les collectivités locales à élaborer et mettre en œuvre des programmes d'investissement et des plans de travail annuels. Il a ainsi financé l'école primaire Buraou Mohamed Ali, qui permet à 130 enfants d'un district pauvre de Buraou d'être scolarisés.

© UNCDF/ Sandra Simmet

« La contribution de l'UNCDF a été **PARTICULIÈREMENT APPRÉCIÉE** dans le cadre des programmes ciblant l'expansion en milieu rural, l'élaboration de nouveaux produits destinés aux femmes et de nouveaux mécanismes de mise en œuvre (tels que les services bancaires électroniques). »

2011 – 2012 Évaluations de la finance inclusive



« L'UNCDF est **AU PREMIER PLAN** dans le domaine spécifique à son mandat et...présente des **AVANTAGES COMPARATIFS** indéniables dans cette niche. »

Évaluation suédoise des organisations multilatérales, 2008

L'avènement des technologies mobiles et des médias sociaux, associé à la concentration massive d'une population de plus en plus jeune dans les zones urbaines et aux modifications des flux financiers et de la main d'œuvre partout dans le monde, ont ouvert un champ de possibilités sans précédent. Dans le cadre de son extension dans des domaines d'intervention nouveaux et novateurs, l'UNCDF a continué de soutenir l'Alliance Better Than Cash. Celle-ci rassemble et soutient des gouvernements, des entreprises du secteur privé et des organisations du développement qui s'engagent à accélérer le passage des paiements en espèces aux paiements électroniques et à atteindre leurs objectifs communs: renforcer le pouvoir des citoyens et promouvoir le développement des économies émergentes. Cette initiative, dont l'UNCDF assure le secrétariat, est financée par la Fondation Bill & Melinda Gates, Citi, la Fondation Ford, la Fondation MasterCard, le réseau Omidyar Network, USAID et Visa Inc. Pour de plus amples informations, se reporter à la page 35.

En 2013, dans le cadre de sa stratégie visant à établir des partenariats efficaces avec d'autres organisations des Nations Unies, l'UNCDF a pu accroître considérablement son soutien aux PMA fragiles et sortant d'une situation de crise. Citons par exemple la Somalie, où l'UNCDF a été en 2013 le principal destinataire, parmi cinq organisations des Nations Unies, d'un financement octroyé par un consortium de bailleurs bilatéraux majeurs. Ces ressources ont permis à l'UNCDF d'offrir une assistance de haut niveau pour soutenir la démocratie locale et à la réconciliation, en aidant les collectivités locales à développer des processus participatifs de planification en vue d'offrir des services sociaux et des infrastructures aux communautés locales.

JPLG : DES PARTENARIATS POUR MIEUX AIDER LES ÉTATS FRAGILES

L'UNCDF est depuis longtemps au premier plan du plaidoyer en faveur de l'autonomisation de la gouvernance locale en tant que vecteur du développement durable. En Somalie, l'UNCDF fait partie d'un programme conjoint des Nations Unies, le Joint Programme on Local Governance and Decentralized Service Delivery (JPLG). L'objectif est de renforcer la gouvernance locale et de rapprocher les services des communautés locales dans le Puntland, le Somaliland et d'autres régions de Somalie.

◀ **SOMALILAND** : Cette région de la Somalie a été ravagée par la guerre civile et des troubles pendant de nombreuses années, avec des conséquences directes sur ses infrastructures. Dans le Somaliland, la route de Burao Sheikh est vitale pour la communauté car elle conduit au port le plus important de la région. Le JPLG des Nations Unies a contribué à reconstruire cette route.

© UNCDF/ Sandra Simmet





24 PROJETS

Rénovation des routes

&

Amélioration de la santé et de l'assainissement

&

Construction d'établissements scolaires et de centres communautaires

1,5 MILLION DE CITOYENS

Dans le cadre du JLPG, l'UNCDF apporte une assistance technique à l'IMCLG (comité interministériel de gouvernance locale) de sept districts couverts par le programme : Berbera, Boroma, Burao, Gabiley, Hargeisa, Odweine et Sheikh. CDF se coordonne avec le gouvernement et les collectivités locales, quatre organisations partenaires des Nations Unies (l'OIT, le PNUD, UN Habitat et l'UNICEF), de nombreux partenaires du développement ainsi que le secteur privé et les communautés. Les activités sont financées par le Danemark, le DfiD (département du développement international britannique), l'UE, l'Agence suédoise de coopération internationale au développement (ASDI) et la Suisse. En 2013, l'UNCDF a été le principal destinataire des fonds alloués par les donateurs aux organisations participantes.

Dans le Puntland, l'UNCDF apporte son soutien à six districts (Bayla, Bossaso, Eyl, Gardo, Garowe et Jeriban) en vue d'améliorer leurs capacités ainsi que les services qu'ils fournissent à leurs communautés.



« L'UNCDF est
UN ACTEUR EFFICACE
dans les États fragiles. »

Évaluation multilatérale australienne (AMA), 2012

« L'UNCDF a
**LARGEMENT
 CONTRIBUÉ** à
 améliorer la performance
 de gestion des dépenses
 financières et publiques des
 collectivités locales cibles. »

Évaluations du financement du
 développement local 2011– 2012

En partenariat avec d'autres organisations du JPLG, l'UNCDF a soutenu les districts dans la mise en œuvre de 24 projets allant de la rénovation de routes à l'amélioration de la santé et de l'assainissement, en passant par la construction d'établissements scolaires et de centres communautaires. Quelque 1,5 million de citoyens dans ces six districts ont bénéficié de ces projets.

L'UNCDF offre également un appui institutionnel aux ministères de l'Intérieur et des Finances dans la mise en œuvre de leur politique de décentralisation fiscale, une partie du budget national étant allouée aux projets de développement des collectivités locales. Par le biais de cette initiative, le ministère des Finances a contribué à hauteur de 10 % de son budget à chacun des projets mis en œuvre dans les districts cibles.

Conscient des retombées tangibles de la décentralisation lorsque le gouvernement et ses services sont plus proches des citoyens, le gouvernement du Somaliland a inclus dans sa constitution de 2001 un cadre de décentralisation. Le vice-président, chargé de la gouvernance locale, a créé un comité interministériel de gouvernance locale (IMCLG). Son rôle est d'augmenter la capacité des fonctionnaires à fournir des services et de multiplier les voies de participation des citoyens à la définition des priorités, à la création de politiques et à la prise de décisions ayant un impact sur leur vie.

L'engagement public a été élevé grâce aux efforts de sensibilisation du gouvernement, notamment par un film sur la décentralisation qui met en lumière les expériences des citoyens en matière de gouvernance locale et de fourniture de services.

La réponse a été particulièrement enthousiaste jusqu'à présent. Lorsque la collectivité locale d'Hargeisa a créé un nouveau marché central sur un terrain affecté au développement économique, cela a permis à certains commerçants, comme Mme Ismail, d'envoyer plus facilement leurs enfants à l'école, voire à l'université. Mme Cali, présidente de l'association des vendeurs de légumes, a pu les représenter plus efficacement, ayant obtenu un accès plus direct aux autorités locales et aux responsables.

Grâce à une bourse de la collectivité locale, M. Farah a pu suivre des études de santé publique et d'hygiène à la Hope University d'Hargeisa. M. Farah et d'autres aspirants fonctionnaires de la communauté ont l'intention d'utiliser leurs nouvelles connaissances pour améliorer durablement les conditions de vie de leurs concitoyens.

Le renforcement du pouvoir des collectivités locales et l'amélioration de la prestation de services sont également favorables aux communautés les plus vulnérables. À Hargeisa, 400 familles ont bénéficié d'abris et d'infrastructures développées par le district local pour venir en aide aux rapatriés.

Qu'entend l'UNCDF par Énergie propre?

L'énergie propre comprend des solutions énergétiques **RENOUVELABLES**, des carburants fossiles **ÉMETTANT PEU DE GES** et des carburants fossiles **TRADITIONNELS** qui produisent moins de CO₂, grâce à l'utilisation de technologies et de pratiques avancées (par exemple, des fourneaux améliorés).



CLEANSTART : IMPLIQUER LES PARTENAIRES DANS DES SOLUTIONS ÉNERGÉTIQUES DURABLES

La nouvelle ère de partenariats consiste également à mobiliser une action globale de la part de tous les secteurs de la société : entreprises, pouvoirs publics, investisseurs, groupes communautaires et universitaires. La nouvelle initiative pionnière « Sustainable Energy for All » (énergie durables pour tous) lancée en 2011 par le Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon, rassemble ce large groupe d'acteurs et leur donne une cause commune au service de trois objectifs interconnectés : assurer un accès universel à des services énergétiques modernes ; doubler le taux d'amélioration de l'efficacité énergétique et doubler la part des énergies renouvelables dans le mix énergétique mondial.

Dans ce contexte, le programme CleanStart de l'UNCDF contribue directement aux objectifs de l'initiative « Sustainable Energy for All » en aidant les ménages pauvres et les micro-entrepreneurs à financer l'obtention d'énergie propre et abordable et en aidant au moins 2,5 millions de personnes en Afrique et en Asie à sortir de la pauvreté énergétique d'ici 2017.

CleanStart favorise de meilleurs choix financiers pour les pauvres, grâce à des technologies et des services de haute qualité, et offre un écosystème aux prestataires de services financiers et énergétiques en vue de parvenir à un déploiement à grande échelle et à fort impact. Le programme a le potentiel de réduire les émissions de carbone de 300 000 tonnes, et son objectif à long terme est de créer des stratégies visant à développer très largement l'accès à l'énergie propre pour les personnes n'en bénéficiant pas.

UGANDA : Tailor Robinah Kyayise travaillait la nuit à la lumière d'une lampe au kérosène. Ces lampes, qui peuvent provoquer des incendies et des problèmes de santé, sont courantes en Ouganda. Robinah utilise maintenant une lanterne solaire et déclare : « J'y vois beaucoup mieux et je peux laisser la lampe allumée en présence de mes enfants sans la moindre crainte ». Pour déployer ces avantages à grande échelle, le programme CleanStart de l'UNCDF vise à soutenir 40 000 ménages ougandais à bas revenus et micro-entrepreneurs afin qu'ils accèdent à une énergie propre, fiable et accessible par le biais de la microfinance.

© UNCDF/ Frederic Noy

Outre l'UNCDF, CleanStart est soutenu par l'Agence autrichienne de développement (ADA), le Liechtenstein, l'Agence norvégienne de coopération au développement (Norad) et l'Agence suédoise de coopération internationale au développement (ASDI).

Le coût estimé de CleanStart est de 26,1 millions de dollars US sur six ans (2012-2017). CleanStart a réuni un financement initial de 7,9 millions de dollars US, permettant à d'autres partenaires de développement de co-investir un montant complémentaire de 18,2 millions de dollars US.

Actuellement déployé au Népal et bientôt en Ouganda, avec pour objectif d'être élargi à quatre autres pays à court terme, le modèle CleanStart gagne du terrain à l'échelle mondiale.

CleanStart a sélectionné quatre prestataires de services financiers partenaires au Népal qui, collectivement, prévoient de desservir près de 145 000 clients d'ici 2017, au moyen de prêts pour l'acquisition de systèmes d'éclairage solaires, de digesteurs de biogaz et de fourneaux améliorés.

CleanStart travaille également en étroite collaboration avec des partenaires locaux en vue de soutenir les priorités nationales d'accès à l'énergie comme le Centre de promotion de l'énergie alternative du Népal (AEPC) et le Ministère ougandais de l'Énergie et de l'Exploitation minière.

Les perspectives de CleanStart s'élargissent au fur et à mesure que le programme adopte de nouveaux modèles économiques et conclut de nouveaux partenariats.

En novembre 2013, CleanStart a lancé CleanStart Connect, un forum annuel visant à trouver des solutions dans les années à venir sur la manière dont les écosystèmes peuvent permettre à des entreprises du secteur de l'énergie desservant des consommateurs à bas revenus de se développer à plus grande échelle et d'augmenter leur impact. En 2013, CleanStart Connect s'est penché en particulier sur le rôle de la finance. 70 participants étaient présents au premier forum CleanStart Connect, parmi lesquels des entreprises du secteur de l'énergie, des établissements financiers, des décideurs, des investisseurs et des partenaires de développement opérant en Afrique et en Asie.



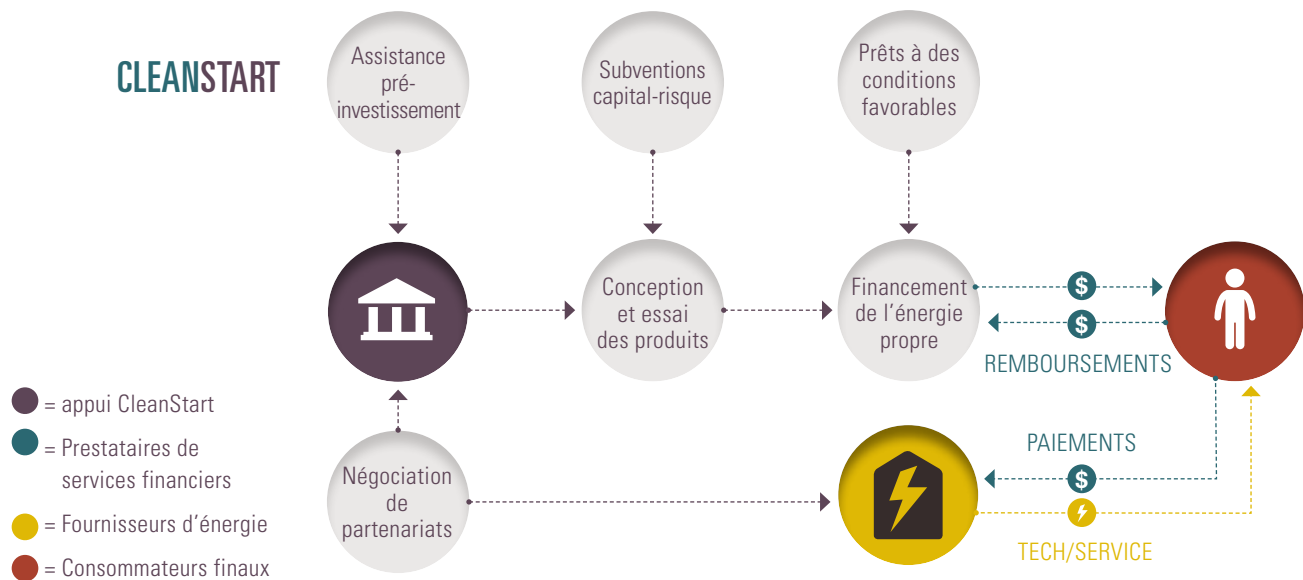


←

NÉPAL : l'UNCDF a établi un partenariat avec le PNUD pour développer CleanStart, un programme ayant pour vocation d'aider les ménages pauvres et les micro-entrepreneurs à accéder à des fonds pour une énergie propre et abordable. CleanStart crée des possibilités de microfinance destinées à assurer l'accès futur à une énergie propre pour les ménages à faible revenu.

© UNCDF/ Frederic Noy

UN MODÈLE COMMERCIAL CLEANSTART UNIQUE POUR FINANCER L'ÉNERGIE PROPRE





MODE DE FONCTIONNEMENT DE L'UNCDF : UN EFFET DE LEVIER

De multiples partenariats pour faire la différence

La volatilité des prix des denrées alimentaires et des combustibles, le changement climatique et la crise économique mondiale forcent un grand nombre d'acteurs dans le monde à étudier de nouvelles stratégies afin de réduire la vulnérabilité. Les solutions aux défis du développement mondial nécessitent une approche holistique du développement du marché. Celle-ci doit être complète et fondée sur des données factuelles afin de diagnostiquer les besoins des consommateurs, de concevoir des programmes réactifs et de promouvoir des politiques favorables, qui responsabilisent les personnes et permettent aux institutions de prospérer. Cela nécessite la collaboration de partenaires qui soient conscients que la création de solutions pour changer la vie des personnes en marge de la prospérité est à la fois le pilier et la finalité d'une croissance stable, durable et à long terme.

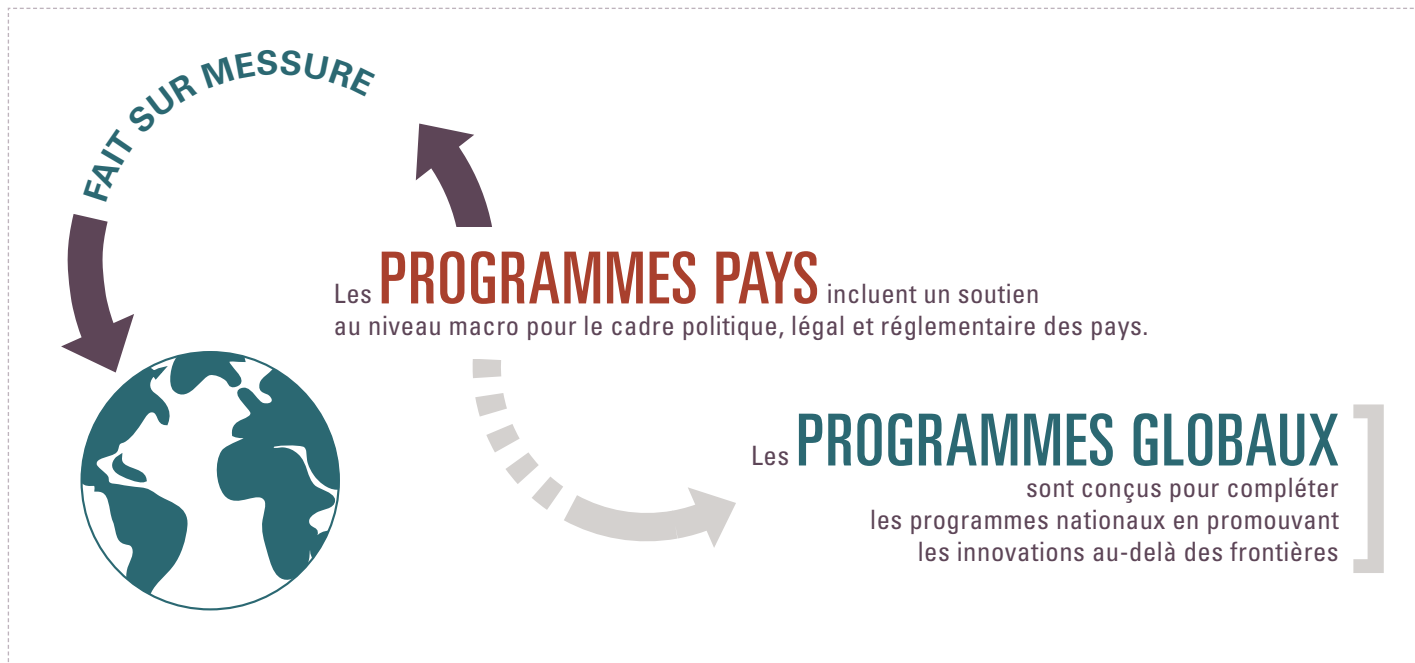
Le partenariat est au cœur du mode de fonctionnement de l'UNCDF et il commence au sein même de l'organisation. La souplesse nécessaire pour lancer un projet pilote sur un site autour d'une idée, évaluer des résultats, puis les appliquer à plus grande échelle pour qu'ils soient utilisables ailleurs, crée des synergies pour tout le système, faisant de chaque pays et de chaque initiative un partenaire de progrès pour les autres. Chaque pays soutenu par l'UNCDF peut ainsi s'inspirer des leçons et des innovations acquises à l'intérieur d'un réseau mondial et d'exploiter ces atouts dans la poursuite de ses propres objectifs de développement.



Le nouvel objectif de l'UNCDF est d'obtenir un effet de levier de

1 pour **10**

sur ses ressources ordinaires d'ici 2017



« ... le **TRAVAIL OPÉRATIONNEL**

de la Banque mondiale a été mené à bien en collaboration avec d'autres partenaires de développement sur la base des projets pilotes

RÉUSSIS

par l'UNCDF (United Nations Capital Development Fund). »

2008 Décentralisation dans les pays clients : une évaluation de l'assistance de la Banque mondiale

L'UNCDF apporte son soutien par l'intégration des programmes pays et globaux destinés à développer le financement local du développement dans une approche inclusive.

Les programmes pays sont adaptés aux besoins spécifiques des pays en fonction du diagnostic effectué. Ils incluent un appui au niveau macro pour le cadre politique, légal et réglementaire des pays ; une assistance pour renforcer l'infrastructure financière, par exemple via des associations de prestataires commerciaux et d'établissements de formation ; l'appui des prestataires de services financiers afin qu'ils opèrent de manière plus inclusive au niveau commercial ; et le renforcement de la gestion des finances publiques et des revenus locaux, améliorant la qualité et la durabilité des investissements publics et privés et promouvant la redevabilité au niveau local.

Les programmes globaux, qui s'inscrivent dans le cadre du développement de nouveaux produits de l'UNCDF, visent à compléter et à créer des synergies avec les programmes pays. L'« identification des innovations » au niveau international converge souvent avec « l'analyse des lacunes » des programmes pays.

En se concentrant par son mandat sur les PMA, l'UNCDF offre un accès là où il est le plus urgent de mettre en œuvre une série d'initiatives testées à l'échelle internationale, développées en collaboration avec un grand nombre de parties prenantes et de partenaires. L'UNCDF soutient les priorités nationales en fournissant une aide ciblée mais polyvalente au niveau national, en vue de favoriser le financement du développement local et de la finance inclusive.

Au Népal par exemple, un programme de gouvernance locale et de développement communautaire est mené pour décentraliser la gouvernance et améliorer la prestation de services locaux en favorisant une relation plus étroite entre les citoyens marginalisés et le gouvernement et en améliorant les capacités des autorités locales à fournir des services. Outre l'UNCDF, le gouvernement du Népal obtient partie de l'assistance opérationnelle du Canada, du Danemark, de l'Allemagne, de la Norvège, de la Suisse et du Royaume-Uni ainsi que de la Banque asiatique de développement.

En parallèle, l'accès à une énergie propre et abordable étant un service prioritaire, le Népal participe également au programme CleanStart de l'UNCDF (voir page 13), ayant pour objectif d'aider les ménages pauvres et les micro-entrepreneurs à accéder à des fonds pour une énergie propre et abordable. Ici, les partenaires incluent le Centre de promotion pour une énergie alternative du Népal et le ministère de l'Énergie et de l'Exploitation minière en Ouganda (pour ne citer qu'un des nombreux exemples de coopérations efficaces Sud-Sud).

L'UNCDF est conscient qu'une approche du développement du marché à long terme et complète, avec des partenaires stratégiques aussi bien au niveau international que national, est nécessaire pour garantir un développement durable bénéficiant aux pauvres. Le programme MAP est conçu pour s'assurer que le financement est bien exploité au niveau national, mais aussi par les partenaires internationaux. Cette approche permet la meilleure utilisation possible des fonds dans le pays tout en s'assurant que les résultats des études diagnostiques sont mis en commun entre les multiples partenaires. Elle crée en outre un sentiment d'adhésion et des efforts ciblés pour concrétiser les solutions convenues pour améliorer l'inclusion financière au niveau national.

MAP - MAKING ACCESS POSSIBLE : UNE INCLUSION REPOSANT SUR DES DONNÉES FACTUELLES ET RENDUE POSSIBLE PAR LE PARTENARIAT

L'exclusion à des services financiers formels est bien plus qu'un simple inconvénient pour les 2,5 milliards d'adultes qui y sont confrontés. Ils se trouvent au bord d'un fossé qui, au fil du temps, deviendra plus difficile à franchir. L'UNCDF, conscient que le développement du marché nécessite un plus grand écosystème de prestataires afin d'offrir tout l'éventail de services financiers nécessaires aux pauvres, a développé un partenariat à plusieurs volets reposant sur les meilleures solutions de la finance inclusive, aussi bien à l'échelle internationale que nationale.

L'UNCDF, en partenariat avec le FinMarkTrust et le Center for Financial Regulation and Inclusion (Cenfri), a mis en place Making Access Possible (MAP), une initiative

MYANMAR : une femme sur le marché local de Yangon au Myanmar, où les vendeurs gagnent en moyenne 3,50 dollars par jour. 73 % des adultes n'ont pas accès aux services financiers formels. Afin d'aider à combler cette lacune, le projet MicroLead de l'UNCDF soutient des établissements de microfinance qui proposeront des services financiers à au moins 100 000 clients dans les trois prochaines années.

© UNCDF/ Paul Luchtenburg

« Les points forts et les avantages comparatifs de l'UNCDF lui permettent d'agir en tant que

FACILITATEUR

pour le compte des grands donateurs (tels que les fondations) offrant de petites subventions. Il aide

ainsi à **STIMULER LES MARCHÉS**

et met ses infrastructures à la disposition d'autres investisseurs moins bien placés pour intervenir sur les marchés locaux. »

Indice SmartAid de la microfinance, 2013



« Le **PROCESSUS MAP** nous a permis d'adopter une approche holistique et plus coordonnée. Nous disposons désormais d'une **ÉQUIPE SPÉCIALE INCLUSION FINANCIÈRE**

qui joue un rôle central dans le développement du Cadre d'inclusion financière. En outre, le secteur privé et la communauté des bailleurs sont maintenant tous conscients que nous avons mis en œuvre des initiatives d'inclusion financière... »

David Myeni, président de l'équipe spéciale Inclusion financière au Myanmar

internationale visant à aider l'inclusion financière par le biais d'un processus de diagnostic national et de dialogue entre acteurs étayé par des données factuelles. L'objectif est de développer des feuilles de route au service de l'inclusion financière nationale qui tirent parti des vecteurs clés de progression, et d'initier les actions recommandées pour développer l'accès aux services financiers.

Au niveau du pays, les partenaires MAP collaborent avec le gouvernement, d'autres acteurs clés et les donateurs afin de diagnostiquer les besoins, d'élaborer une feuille de route, de convenir des actions pratiques à mener et de mobiliser des financements. Cette approche garantit que les efforts et les ressources sont mutualisées dans l'objectif de concrétiser une vision commune : améliorer l'inclusion financière tout en laissant aux institutions la latitude de mener à bien leurs propres projets en fonction de leurs priorités, de leur mandat et de leurs points forts. Au-delà de la phase de diagnostic, le partenariat peut se prolonger dans une programmation conjointe et une approche holistique commune du développement du marché.

Depuis sa création en 2012, le MAP a renforcé son engagement dans les dix pays où il est actuellement déployé. Au Myanmar, un partenariat entre l'UNCDF, Finmark Trust, Cenfri, et le Fonds d'affectation spéciale Modes de subsistance et sécurité alimentaire (LIFT) est mené pour accélérer l'inclusion financière par le biais du MAP.

En Thaïlande, le MAP est intégré à une initiative d'assistance technique à grande échelle de la Banque asiatique de développement (avec un financement du Fonds japonais pour la réduction de la pauvreté) visant à développer un cadre stratégique pour l'inclusion financière. Au sein de la Communauté de développement d'Afrique australe (SADC), le FinMark Trust finance et met en œuvre les outils diagnostiques du MAP afin de développer et d'approfondir le travail déjà en cours au Botswana, au Lesotho, au Malawi, au Mozambique, en République Démocratique du Congo, au Swaziland et au Zimbabwe.

Considérant la reconnaissance dont bénéficie l'inclusion financière dans les forums internationaux pour ses contributions potentielles aussi bien à la croissance qu'au développement, le G20 a lancé des appels spécifiques en faveur de stratégies d'inclusion financière nationales. Le G20 a aussi demandé que les organismes de réglementation et de supervision des banques nationales s'engagent à développer de telles stratégies à travers la Déclaration de Maya. Le processus de diagnostic et d'analyse MAP peut contribuer à mettre en place un processus multi-acteur reposant sur des diagnostics sains, capable de fournir des informations pour les stratégies nationales et de développer des plans étayés pour renforcer l'inclusion financière au niveau national.

Les partenariats stratégiques favorisés par le biais du MAP au niveau international, national et local avec les leaders du marché garantissent une approche cohérente et coordonnée qui, à terme, bénéficiera aux consommateurs pauvres au fur et à mesure que l'inclusion financière s'améliorera. Cela a favorisé l'innovation au niveau national en incluant davantage de prestataires, en particulier des investisseurs du secteur privé.



UN EFFET DE LEVIER : ÉTUDE DE CAS N°1

Dans le domaine de la **FINANCE INCLUSIVE**, l'UNCDF a lancé en 2009 **MICROLEAD**, une initiative thématique globale visant à soutenir les leaders du marché de l'épargne dans le secteur de la finance inclusive, en proposant des prêts et des subventions dans un cadre concurrentiel à des établissements de microfinance, des banques commerciales et des coopératives financières basées dans les pays en développement et en déployant une approche reposant sur l'épargne pour développer ces opérations dans les marchés mal desservis.

L'initiative MicroLead, soutenue par la Fondation Bill & Melinda Gates, La Fondation MasterCard et le

Fonds d'affectation spéciale pour les moyens de subsistance et la sécurité alimentaire (LIFT) au Myanmar, cible les leaders du marché de la microfinance du Sud pour les aider à pénétrer dans les régions mal desservies des PMA.

Au Soudan du Sud, l'Equity Bank du Kenya a créé une toute nouvelle banque qui a mobilisé **77 MILLIONS DE DOLLARS** de dépôt (2009-2013) provenant de 98 421 épargnants ainsi qu'une subvention de **2,5 MILLIONS DE DOLLARS** de l'UNCDF. L'effet de levier de l'évolution nette de l'épargne mobilisée divisée par la subvention de l'UNCDF pendant la période de mise en œuvre de 4 ans est estimé à 31 fois la participation initiale.

MicroLead

Groupe cible
LEADERS
des **MARCHÉS**
du **SUD**



Au Soudan du Sud :

US 77 millions de dollars
en **DÉPÔTS (2009-2013)**
de **98 421 ÉPARGNANTS**



LFI - LOCAL FINANCE INITIATIVE : DES GRAINES QUI ENRICHISSENT LE SOL

Les partenariats public-privé sont devenus un pilier de la croissance et du développement, aussi bien dans les pays riches que les pays pauvres. La sensibilisation au caractère inclusif des services et des biens publics comme condition fondamentale de la stabilité et de la durabilité de l'économie privée a marqué l'avènement d'une ère de l'entreprise sociale et de la coopération.

L'émergence de nouveaux partenaires des économies émergentes, soucieux d'appliquer les meilleures pratiques de la coopération du développement dans leurs pays, a donné lieu à des concepts opérationnels innovants dans les pays en développement en utilisant des ressources privées pour financer des projets publics au niveau local et des districts.

L'UNCDF explore ces concepts dans deux domaines ayant des effets multiplicateurs prouvés : les infrastructures et l'industrie agroalimentaire. L'initiative de financement local (IFL) est un programme global innovant visant à débloquer le secteur bancaire domestique et à créer un environnement propice aux affaires dans les pays en développement.

L'IFL développe des projets pilotes de petite et moyenne taille, applique des techniques financières éprouvées dans des projets à plus grande échelle et complète celles-ci avec un rehaussement de crédit ciblé, une atténuation des risques et des interventions de renforcement des capacités.

Les projets sont choisis en fonction de leur potentiel à changer le risque perçu de développement économique local, à promouvoir un développement local inclusif et à stimuler de nouvelles relations entre les acteurs privés et publics locaux, tout en renforçant les capacités locales des deux secteurs.

Le mécanisme de partenariat IFL crée un cercle vertueux de développement local et de croissance inclusive : l'investissement initial local (privé) s'enracine au niveau local (public), enrichissant par ce biais un environnement porteur pour l'IFL mais aussi pour des projets nationaux et d'autres investisseurs.

En 2013, l'initiative IFL était mise en œuvre en Tanzanie et en Ouganda. En Tanzanie, elle a continué à développer un portefeuille d'investissements locaux dans les infrastructures, avec des projets incluant une centrale hydroélectrique IPS à Arua et un parking pour camions à Busia. En Ouganda, l'initiative IFL a travaillé avec des coopératives agricoles sur le projet de traitement du lait UCCCU à Insingiro.

« Une intervention
cruciale visant à
RÉDUIRE
LA PAUVRETÉ
par le développement de
la micro-infrastructure »

Évaluation axée sur les résultats
par la Commission européenne du
projet de décentralisation
de la province de Saravane au
Laos, 2010

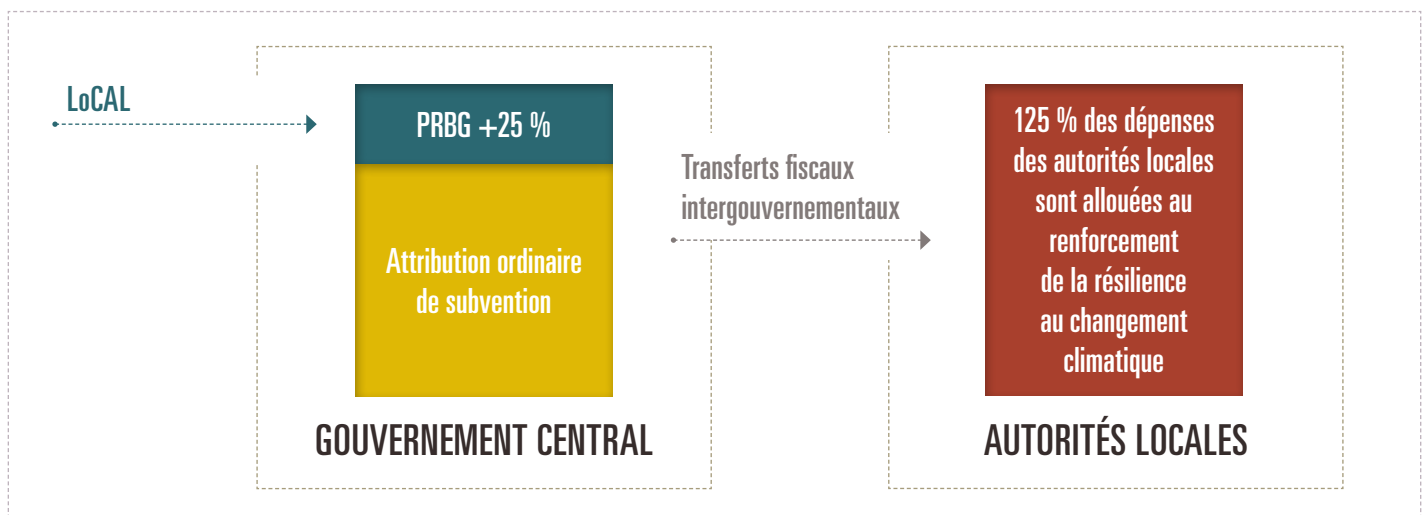


LoCAL — LOCAL CLIMATE ADAPTIVE LIVING FACILITY : LA VOIE RAPIDE VERS L'ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE.

Alors que le monde continue de se battre contre le changement climatique, il semble de plus en plus clair que les communautés les plus pauvres sont souvent les plus vulnérables. Les gouvernements locaux sont aux premières lignes lorsqu'il s'agit d'aider les communautés à s'adapter, mais manquent de capacité financière pour mettre en place des projets d'adaptation au changement climatique, par exemple relever et renforcer les ponts, créer des systèmes de récupération des eaux de pluies pour résister aux sécheresses ou investir dans des mesures de réduction du risque de catastrophes naturelles et de préparation à celles-ci.

Pour combler cette lacune, l'UNCDF a créé LoCAL, la Local Climate Adaptive Living Facility. Il s'agit d'un fonds dédié à des investissements en faveur de la résilience local au changement climatique. LoCAL apporte un financement aux gouvernements locaux et leur permet d'investir dans le renforcement de la résilience au niveau communautaire, contribuant ainsi à atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement, en particulier concernant la réduction de la pauvreté (OMD 1) et la durabilité environnementale (OMD 7).

La méthode utilisée est innovante : elle vient se greffer aux systèmes nationaux existants de transferts fiscaux intergouvernementaux et complète, avec un fort effet de levier, les subventions versées aux collectivités locales par des fonds d'adaptation aux changements climatiques en fonction de la performance des initiatives. Ce faisant, cette initiative encourage les autorités locales à intégrer la réflexion sur l'adaptation au climat dans leur planification et leurs investissements quotidiens, encourageant une analyse systématique des schémas du changement climatique et de leur impact sur les économies locales. Cette initiative multiplie également le potentiel d'investissements modestes pour augmenter le flux de ressources dirigées au niveau local.



L'initiative LoCAL offre donc une solution rapide et efficace pour apporter un financement de l'adaptation aux endroits où il est le plus nécessaire, tout en garantissant l'appropriation, la redevabilité et les résultats. Cette initiative, déployée essentiellement dans les PMA, est menée en trois phases :

1. PHASE I : phase d'étude initiale. Cette phase inclut l'étude préalable suivie d'un test sur un petit nombre d'autorités locales, avec une valeur de référence définie par l'étude préliminaire.

2. PHASE II : phase pilote nationale. Il s'agit d'une étude pilote nationale de l'initiative LoCAL conçue en fonction des leçons tirées de la phase précédente. Elle est déployée auprès d'environ 5 à 10 % des autorités locales d'un pays donné et est habituellement financée par l'UNCDF conjointement avec des partenaires de financement, pour une enveloppe globale allant jusqu'à 5 millions de dollars.

3. PHASE III : phase de déploiement complet dans le pays. L'initiative est progressivement déployée auprès de toutes les autorités locales. Elle est habituellement financée par le gouvernement central, via une refonte de l'architecture des ressources existantes permettant de financer les adaptations locales. Elle peut également être cofinancée par des établissements financiers internationaux comme la Banque mondiale, les banques de développement régionales et les fonds d'affectation spéciale dédiés au climat. En 2013, un « sommet de l'adaptation locale au climat », qui s'est tenu à Cotonou au Bénin, a débouché sur l'adhésion à la feuille de route locale par 9 pays africains qui s'engagent à rejoindre l'initiative. Il s'agit du Bénin, du Burkina Faso, du Burundi, du Ghana, de la Guinée, du Mali, du Mozambique, du Niger et de l'Ouganda. Les études préalables et de conception constituent un jalon important de cette initiative. Elles ont été terminées au cours de l'année au Bangladesh, au Bénin, au Ghana, aux Îles Salomon, au Mali et au Népal. Fin 2013, le Bangladesh et le Bénin ont signé le mémorandum d'accord et rejoint le Bhoutan et le Cambodge en tant que partenaires principaux de cette initiative.

L'initiative LoCAL est rendue possible par un partenariat entre l'UNCDF, le PNUD, le PNUE, l'Alliance globale pour le Changement climatique (AGCC), le Fonds pour l'adaptation et l'ASDI. Un financement complémentaire de 7 millions de dollars a été obtenu auprès de l'Union Européenne, de l'ASDI et du Liechtenstein au cours de l'année.

BOUTHAN : l'Initiative LoCAL de l'UNCDF apporte aux gouvernements locaux un financement international en vue de l'adaptation, afin de les aider à investir dans le renforcement de la résilience communautaire. Dans ce contexte, l'initiale LoCAL (LGSP) a aidé à construire le pont Bailey sur le Likcheychhu.

© Cedric Jancloes



UN EFFET DE LEVIER : ÉTUDE DE CAS N°2

Dans le domaine du **FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT LOCAL**, l'UNCDF travaille au Bénin à renforcer les capacités locales afin de soutenir le développement économique local et d'améliorer la sécurité alimentaire. Conscient du potentiel des solutions informatiques, qui permettent de gérer publiquement et en temps réel l'aspect financier des ressources raréfiées et de relier les entreprises locales à des services basés sur Internet, l'UNCDF a développé un logiciel de comptabilité financière appelé « Gestion budgétaire et comptable des communes » (GBCO).

Lancé dans sept municipalités avec un petit investissement de **18 000 dollars**, le GBCO a été déployé dans tout le pays moyennant un investissement de plus de **400 000 dollars** grâce à l'assistance de DANIDA, de la Coopération Technique Belge et de l'Union européenne. Aujourd'hui, **75 %** des autorités locales au Bénin utilisent le modèle de l'UNCDF. La Coopération Technique Belge a récemment exporté le logiciel GBCO au Niger et a commencé son déploiement dans quatre municipalités pour un investissement de **32 000 dollars**. De nouvelles adaptations font actuellement l'objet de discussions en vue de déployer le logiciel au Mali.



GBCO

AVANT : GBCO
7 MUNICIPALITÉS
AVEC UN PETIT INVESTISSEMENT

AUJOURD'HUI : GBCO
DÉPLOYÉ DANS TOUT
LE PAYS, AVEC DES INVESTISSEMENTS
DE **400 000 dollars**



LE GBCO EST UTILISÉ PAR **75 %**
DES AUTORITÉS LOCALES
AU **BÉNIN**

SON DÉPLOIEMENT
AU **MALI** EST EN
COURS DE DISCUSSION

DÉBUT DU
DÉPLOIEMENT
AU **NIGER**



RÉSULTATS EN TERMES DE CROISSANCE INCLUSIVE ET DURABLE

Faits marquants de 2013

Dans un monde aux ressources limitées et aux priorités de développement concurrentes, le mandat de l'UNCDF (promouvoir le développement économique des PMA) et son aptitude unique à mobiliser des capitaux (sous forme de subventions, de prêts à des conditions avantageuses et de rehaussements de crédit) ont plus de sens que jamais. L'UNCDF crée de nouvelles opportunités pour les familles pauvres et les petites entreprises dans les PMA. Il donne la priorité à l'investissement local et à l'inclusion financière, car c'est grâce à des services de base et à un secteur privé florissant que les populations pourront améliorer leur qualité de vie.

L'UNCDF est un partenaire flexible, capable de travailler avec un large éventail d'acteurs du développement. À bien des égards, l'UNCDF fonctionne plus comme une banque de développement que comme un organisme traditionnel des Nations Unies, ayant la capacité de collaborer avec ses partenaires d'une manière plus directe et plus concrète. Il peut accorder des prêts, des garanties et des subventions, mais également fournir une assistance technique, des conseils stratégiques et du capital-risque directement au secteur privé ou à tout niveau des pouvoirs publics. Il dispose de la latitude institutionnelle nécessaire pour prendre des risques calculés, expérimenter et innover afin de soutenir des institutions et des méthodes non éprouvées mais prometteuses. Il bénéficie d'une forte crédibilité auprès de partenaires variés et peut exploiter l'expertise en aval pour aider à élaborer des politiques nationales en amont en matière d'inclusion financière et de prestation de services décentralisés.



11 initiatives
thématiques globales
lancées au cours de
la période 2010-2013

« Grâce à leur **COLLABORATION**, [PNUD /UNCDF] ont su **TIRER PARTI** de leur expertise et de leurs ressources respectives pour **SOUTENIR** les réformes de la gouvernance locale. En particulier, leur réussite est à mettre au crédit du sentiment de neutralité politique qu'ils inspirent et de la **CONFIANCE** durable qu'ils ont su établir avec les gouvernements nationaux. »

Évaluation de la contribution du PNUD au renforcement de la gouvernance locale de 2010

Mais surtout, l'UNCDF continue à évoluer à la lumière des nouvelles réalités et des technologies disponibles. Depuis ses premières actions de soutien à la microfinance et aux approches des marchés jusqu'à l'inclusion financière, il a réalisé un véritable bond en avant en termes de capacités diagnostiques et analytiques. Making Access Possible ou MAP (voir page 19) est un outil diagnostique et un cadre programmatique créé par l'UNCDF afin de soutenir l'élaboration de stratégies nationales d'inclusion financière, ainsi que des feuilles de route et des plans d'action en vue de leur mise en œuvre. Un autre outil, connu sous le nom de LoOKING (Locally Owned Knowledge = Inclusive Growth) vise à améliorer la capacité de gouvernance au niveau local. À la fois processus et outil, il permet d'évaluer le fonctionnement des collectivités locales et de les aider à trouver des solutions appropriées aux difficultés de gestion et de gouvernance en utilisant des diagnostics et des analyses.

L'UNCDF a prouvé sa capacité à obtenir des résultats dans ses principaux domaines de compétence, à savoir la finance inclusive et le financement du développement local. Vous trouverez ci-dessous des exemples de résultats obtenus dans chacun de ces domaines en 2013.

Finance inclusive

En collaboration avec ses partenaires, l'UNCDF soutient les efforts visant à rendre un large éventail de services financiers disponibles et accessibles aux 2,5 milliards de personnes actuellement exclues des services financiers formels. Desservant plus de 8 millions de clients dans 26 pays moins avancés en Afrique et en Asie, il fournit des capitaux de lancement et une assistance technique qui se traduisent par la mise en place de programmes de finance inclusive permettant à un plus grand nombre de ménages et de petites entreprises d'accéder à des services financiers qui leur ouvrent des perspectives et atténuent leur vulnérabilité.



PROGRAMME PAYS

TRAVAIL DE L'UNCDF À MADAGASCAR

DÉFI :

Récemment sortie de la pire crise politique de son histoire, Madagascar est aux prises avec une extrême pauvreté. Environ 72 % de la population du pays vit avec moins de 2 dollars par jour. Une faible croissance économique et une population majoritairement rurale contribuent à placer les services financiers formels hors de la portée de la plupart des Malgaches.

ACTION DE L'UNCDF :

Le Programme conjoint d'appui à la finance inclusive à Madagascar (PAFIM) de l'UNCDF-PNUD vise à renforcer le cadre juridique et réglementaire afin de mettre en

place un secteur de la microfinance viable et durable. Il propose un appui visant à professionnaliser les institutions de microfinance (IMF), à renforcer les infrastructures techniques et financières et à

concevoir des produits et services financiers adaptés aux groupes mal desservis. Dans le même temps, le PAFIM prépare les communautés pauvres et vulnérables à participer au marché des services financiers.

En 2013, le PAFIM a injecté environ 1 million de dollars directement dans les IMF.

RÉSULTATS :

- Plus de 20 000 femmes pauvres ont pu bénéficier des services de six IMF soutenues par le PAFIM.
- Après avoir conçu de nouveaux produits financiers destinés aux producteurs agricoles, les IMF partenaires ont fourni des capitaux à plus de 3 000 petites entreprises et micro-entreprises rurales.
- Une étude de faisabilité examinant les besoins financiers des jeunes âgés de 12 à 24 ans a été commandée pour 2014



MADAGASCAR : Autrefois, Madame Voahangy et son mari avaient du mal à joindre les deux bouts. En tant que lavandière, elle gagnait seulement 11 euros par mois. Elle a rejoint un groupe de femmes bénéficiaires du Crédit avec éducation (CAE) et a souscrit un crédit de 60 000 Ar (20 euros) pour créer une petite entreprise de restauration. Elle a ensuite diversifié ses activités et a même acheté quelques terres agricoles, permettant à sa famille d'acquiescer un certain confort financier et à ses quatre enfants de poursuivre leurs études.

© Hery/CINU Antananarivo



Pour plus d'informations sur le travail de l'UNCDF à Madagascar, consulter <http://www.uncdf.org/fr/Madagascar>

PROGRAMME PAYS

TRAVAIL DE L'UNCDF EN PAPOUASIE-NOUVELLE-GUINÉE

DÉFI :

Malgré les progrès significatifs réalisés, les îles du Pacifique demeurent l'une des régions les moins bancarisées au monde. Avec 7,2 millions d'habitants, plus de 850 groupes ethniques et langues autochtones, la Papouasie-Nouvelle-Guinée est le plus grand pays du Pacifique et représente deux tiers de la population de la région. Environ 80 % des habitants du pays sont exclus du système bancaire, car ils vivent dans des régions accidentées et souffrent d'un accès restreint aux marchés et aux infrastructures.

ACTION DE L'UNCDF :

Dans le cadre du Programme du Pacifique pour l'accès aux services financiers (PFIP), soutenu par le gouvernement australien, l'Union européenne et le PNUD, l'UNCDF intervient en Papouasie-Nouvelle-Guinée et donne la priorité à la modernisation réglementaire afin de permettre la conception de nouveaux produits et l'accélération de leur déploiement ; l'octroi de subventions basées sur les performances et la prestation d'une assistance technique visant à minimiser les risques liés à l'innovation ; ainsi que l'examen des besoins financiers des populations à faible revenu et l'autonomisation des consommateurs.

RÉSULTATS :

- En partenariat avec le Centre d'excellence en matière d'inclusion financière et la Banque centrale, l'UNCDF a entrepris un état des lieux de l'inclusion financière et a organisé une série de consultations

sur des questions prioritaires telles que l'accès des femmes aux services financiers, le potentiel des services de banque à distance et ruraux ou la décentralisation des priorités liées à l'inclusion financière par l'intermédiaire des autorités régionales, contribuant ainsi à l'élaboration de la première Stratégie nationale sur l'inclusion et l'éducation financière (2014-2015). L'UNCDF a également contribué à la création du premier groupe de travail sur l'inclusion financière, chargé de coordonner et de contrôler la mise en œuvre de cette stratégie dans le pays.

- La Papouasie-Nouvelle-Guinée a approuvé la Déclaration de Maya¹ et participe au Groupe de travail des îles du Pacifique de l'Alliance pour l'inclusion financière (AFI).
- Westpac PNG indique desservir 100 453 clients ruraux, dont 38 % de femmes. Westpac a lancé son programme de services banque à

distance, InStore Banking (services bancaires en magasin), grâce aux subventions basées sur les performances et du MicroLead visant à faciliter le déploiement de sa stratégie de services bancaires sans agence dans sept pays des îles du Pacifique.

- Le portefeuille mobile MiCash de Nationwide Microbank (NMB) a enregistré 18 837 utilisateurs, dont 89 % d'utilisateurs actifs, 80 % de personnes précédemment exclues du système bancaire, 37 % de femmes et 63 % d'habitants de zones rurales.
- Oceanic Communications Limited, qui propose un réseau d'agents structuré, compte désormais 22 812 clients inscrits et fournit 231 agents à deux partenaires, Post PNG et NMB.



Pour plus d'informations sur le Programme du Pacifique pour l'accès aux services financiers (PFIP), consulter www.pfip.org

¹ La Déclaration de Maya est une série d'engagements mondiaux et mesurables pris par les gouvernements des pays en développement et émergents afin de libérer le potentiel économique et social des 2,5 milliards de personnes exclues du système bancaire grâce à une meilleure inclusion financière.

PROGRAMME GLOBAL

MICROLEAD

DÉFI :

Fournir des services de dépôt aux populations rurales à faible revenu qui sont actuellement exclues du système bancaire ou mal desservies afin d'améliorer leur capacité à résister aux chocs, à stabiliser leurs flux de revenus et à épargner pour l'avenir.

ACTION DE L'UNCDF :

MicroLead est une initiative globale qui vise à soutenir la conception et le déploiement de services d'épargne par des prestataires de services financiers réglementés. Grâce au généreux soutien de la Fondation Bill & Melinda Gates, The MasterCard Foundation et du Fonds d'affectation spéciale pour les moyens de subsistance et la sécurité alimentaire (LIFT) au Myanmar, MicroLead travaille avec un large éventail de prestataires de services financiers (PSF) afin de proposer aux marchés ruraux des produits abordables et adaptés à la demande, couplés à une éducation financière, afin que les clients puissent non seulement accéder à des services de qualité, mais aussi les utiliser.

RÉSULTATS :

- Les financements accordés dans le cadre du programme MicroLead et de son expansion (phases I et II) concernent 19 pays et 27 projets (menés avec 36 PSF), pour un montant total de 42 millions de dollars. Ces chiffres comprennent trois subventions de lancement visant à soutenir des opérations Greenfield au Myanmar, pays dans lequel il existe une pénurie de services financiers desservant les populations rurales.
- Dépassant largement ses propres objectifs, la première phase du programme MicroLead (menée avec 19 PSF partenaires dans 13 pays) desservait plus de 800 000 déposants fin 2013.

- Grâce à une subvention de lancement de 2,5 millions de dollars accordée par MicroLead en 2009, Equity Bank a fondé sa toute première banque au Soudan du Sud. À la fin de l'année 2013, la succursale du Soudan du Sud avait collecté 77 millions de dollars auprès de 98 421 petits épargnants. L'effet de levier de l'évolution nette de l'épargne mobilisée divisée par la subvention de l'UNCDF sur quatre ans atteint 31 fois la participation initiale.



Pour plus d'informations sur le travail de l'UNCDF au sein de MicroLead, consulter <http://www.uncdf.org/fr/microlead>

PHASE 1
2013:



19 PSF
PARTENAIRES

800 000
ÉPARGNANTS

PROGRAMME GLOBAL

YOUTHSTART

DÉFI :

On estime que trois milliards de personnes dans le monde ont moins de 25 ans. Environ 1,2 milliard de personnes sont âgées de 15 à 24 ans, soit 18 % de la population mondiale. Ces personnes sont davantage touchées par le chômage. En Afrique, trois jeunes sur cinq sont sans emploi. En Asie du Sud-Est et dans le Pacifique, le taux de chômage des jeunes est six fois plus élevé que celui des adultes. Ces données semblent indiquer que la croissance économique n'a pas produit d'augmentation ni d'amélioration des perspectives économiques pour les jeunes, et qu'il faut favoriser davantage d'initiatives visant à stimuler l'entrepreneuriat des jeunes.

ACTION DE L'UNCDF :

La situation actuelle peut s'expliquer par divers facteurs, dont un auquel l'UNCDF tente de remédier depuis 2010, à savoir la pénurie de services financiers responsables et adaptés à la demande (qu'il s'agisse d'organismes d'épargne fiables, d'un compte permettant de recevoir le versement d'allocations de programmes gouvernementaux de protection sociale ou d'un prêt adapté pour créer une entreprise ou poursuivre des études), couplés à des services non financiers (formation à l'entrepreneuriat, éducation financière, possibilités de mentorat et de stage) aidant les jeunes à accumuler des ressources et à s'épanouir.

Redoublant d'efforts pour combler ces lacunes, l'UNCDF s'est associé à La Fondation MasterCard pour lancer le projet **YouthStart** en 2010.

Ce programme innovant aide 10 PSF de huit pays d'Afrique subsaharienne à piloter et à déployer des services

financiers et non financiers, en particulier dans le domaine de l'épargne et de l'éducation financière des jeunes.

Une évaluation à mi-parcours de YouthStart indique que le programme et ses partenaires devraient non seulement atteindre leur objectif initial de 200 000 jeunes épargnants d'ici la fin de l'année 2014, mais également dépasser ce chiffre. Cette évaluation souligne que YouthStart démontre tout l'intérêt d'une éducation financière bien conçue et ciblée, associée à des produits financiers accessibles et appropriés, pour obtenir des résultats positifs et responsabiliser les jeunes. Dans le même temps, elle constate que le programme éprouve des difficultés persistantes à fournir des services aux filles et à affiner son modèle afin de proposer une combinaison de services financiers et non financiers aux jeunes. Afin de relever ce second défi, YouthStart a commencé à expérimenter différentes

configurations de prestataires de services, notamment des « ambassadeurs de la jeunesse », des clients existants et des réseaux communautaires, travaillant main dans la main avec les partenaires externes. Les premiers signes montrent que ces expériences hybrides favorisent non seulement l'utilisation et l'absorption des services financiers et non financiers et des enseignements tirés chez les jeunes, mais également la durabilité institutionnelle et financière des PSF.

RÉSULTATS :

- Au total, en décembre 2013, YouthStart avait procédé à l'ouverture de 273 180 comptes d'épargne jeunesse (dont 46 % destinés à des jeunes femmes), collecté 8,7 millions de dollars au titre de l'épargne, accordé des prêts à 44 521 jeunes entrepreneurs (dont 53 % de jeunes femmes) pour un montant de 5,4 millions de dollars et offert une formation en matière d'éducation financière, de santé reproductive et/ou

d'entrepreneuriat à près de 305 000 jeunes. Avec ces premiers chiffres prometteurs, l'UNCDF a presque doublé ses prévisions initiales concernant la portée du programme.

- Le Programme a publié plus de 7 produits de connaissance afin de permettre à d'autres personnes de bénéficier des enseignements internes du programme et de reproduire des expériences similaires dans leurs propres pays. YouthStart a pour objectif de diffuser les enseignements tirés et les bonnes pratiques dans le domaine de l'accès des jeunes

à la finance, mais également de démontrer qu'il existe de fortes motivations sociales et commerciales pour fournir des services financiers aux jeunes.

- Le programme YouthStart a suscité des dialogues nationaux et s'est associé à d'autres organismes des Nations Unies et à d'autres organisations partageant les mêmes convictions afin d'éliminer les obstacles empêchant les jeunes d'accéder aux services financiers. En collaboration avec ses partenaires des Nations Unies, il a contribué à un vaste plan d'action sur la jeunesse

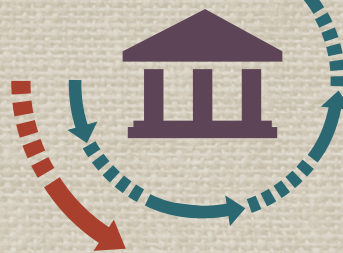
visant à éclairer l'élaboration de programmes destinés aux jeunes dans l'ensemble du système des Nations Unies. YouthStart s'est assuré que l'accès des jeunes à la finance figurait désormais parmi les indicateurs clés à mesurer dans le cadre plus large de l'entrepreneuriat et de l'emploi des jeunes.

i Pour plus d'informations sur les sept supports de connaissance du programme YouthStart de l'UNCDF, consulter <http://www.uncdf.org/fr/youthstart>

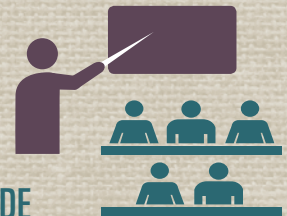
273 180
COMPTES D'ÉPARGNE
JEUNESSE OUVERTS



8,7 millions
de dollars COLLECTÉS
AU TITRE DE L'ÉPARGNE



PRÈS DE
305 000
PERSONNES FORMÉES



PRÊTS ACCORDÉS À **44 521** JEUNES ENTREPRENEURS
POUR UN MONTANT DE **5,4 millions de dollars**

PROGRAMME GLOBAL

MM4P

DÉFI :

Dans les pays en développement, la pénétration de la téléphonie mobile explose, atteignant des taux de croissance à deux chiffres, tandis que l'accès aux services financiers reste limité. Bien que les services bancaires à distance prennent de l'ampleur à l'échelle mondiale, les habitants des PMA ne peuvent pas en profiter du fait de la morosité de l'économie et des faibles revenus disponibles, du manque d'infrastructures et d'environnements réglementaires et commerciaux peu développés.

ACTION DE L'UNCDF :

Fruit d'un partenariat entre l'UNCDF, AusAID, l'ASDI et la Fondation Bill & Melinda Gates, Mobile Money for the Poor (MM4P) vise à démontrer la viabilité des services bancaires à distance dans une série de PMA en montrant comment le bon dosage de soutien financier, technique et stratégique peut créer un environnement propice aux services bancaires sans agence et mobiles.

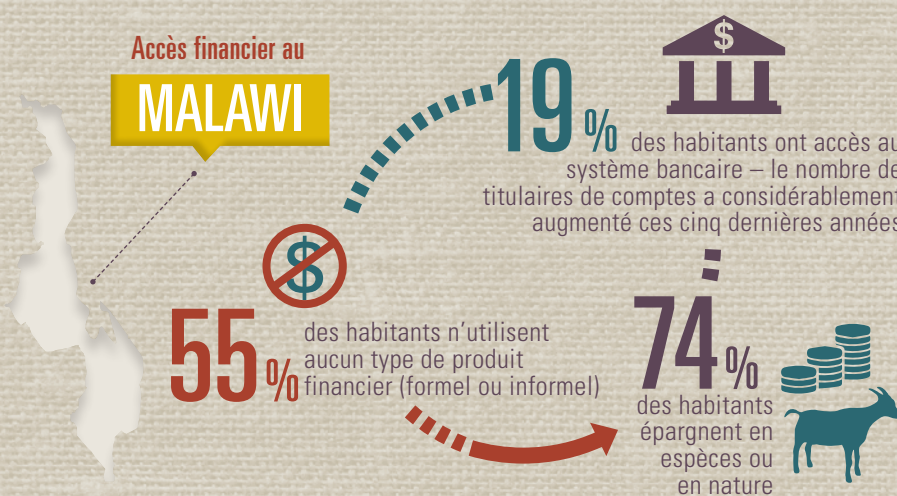
RÉSULTATS :

- L'UNCDF soutient activement les banques centrales, les opérateurs

de téléphonie mobile, les banques et les IMF en RDP Lao, au Libéria, au Malawi, au Népal et en Ouganda.

- Les services bancaires mobiles comptent à présent plus de 300 000 participants actifs au seul Malawi.
- Grâce au soutien de MM4P, la Banque centrale du Libéria a modifié ses directives sur les services bancaires à distance, ce qui devrait améliorer les chances de réussite des prestataires.

- MM4P a bénéficié d'une subvention de 5,9 millions de dollars de la Fondation Bill & Melinda Gates afin de développer un écosystème de services financiers numériques plus inclusif, plus efficace et mieux interconnecté en Ouganda. Parmi ces services figureront les transferts d'argent nationaux, l'épargne, l'assurance et d'autres services permettant aux ménages d'accroître leur sécurité financière. Cette subvention soutiendra une stratégie d'appui à l'écosystème de services financiers numériques sur trois ans, mettant l'accent sur les changements réglementaires et politiques, la sensibilisation et le renforcement de la collaboration entre les parties prenantes, le développement du réseau d'agents, la conception et la mise en œuvre de produits numériques, ainsi que le transfert des paiements de masse vers des plateformes numériques.



i Pour plus d'informations sur le programme MM4P de l'UNCDF, consulter www.uncdf.org/mm4p

PROGRAMME GLOBAL

BETTER THAN CASH ALLIANCE

DÉFI :

Chaque année, les gouvernements, le secteur privé et les organismes de développement effectuent des milliards de dollars de paiements en espèces aux populations des économies émergentes, notamment à des millions de personnes pauvres. Le recours aux paiements électroniques peut ouvrir la voie à un plus large choix de services financiers. Il est généralement plus sûr, en particulier pour les femmes et les filles, et plus efficace pour les populations à faible revenu. Les paiements électroniques permettent de réaliser des économies et favorisent la transparence, la croissance économique et la réduction de la pauvreté.

ACTION DE L'UNCDF :

L'UNCDF accueille le secrétariat de l'Alliance Better Than Cash créée en partenariat avec la Fondation Bill & Melinda Gates, Citi, la Fondation Ford, MasterCard, Omidyar Network, USAID et Visa Inc. L'Alliance encourage les gouvernements, les organismes de développement et le secteur privé à s'engager en faveur de la transition numérique.

RÉSULTATS :

- À la fin de l'année 2013, l'Alliance Better Than Cash a convaincu 16 gouvernements et organismes de développement de numériser leurs paiements : l'Afghanistan, la Colombie, le Kenya, le Malawi, le Pérou et les Philippines ; mais également ACDI/VOCA, CARE, Chemonics International, Concern Worldwide, Grameen Foundation, MEDA, Mercy Corps, le PNUD, le Programme alimentaire mondial et USAID.

- Elle a mené 31 discussions de haut niveau sur les avantages liés au passage aux paiements électroniques, organisé des manifestations parallèles à de grands forums mondiaux tels que Davos, les Réunions de printemps de la Banque mondiale ou l'Assemblée générale des Nations Unies, et diffusé son message dans plus de 100 médias.
- Des programmes pilotes ont été lancés en vue de la refonte du système d'assistance technique, notamment un échange de connaissances entre de hauts responsables gouvernementaux du Kenya et des Philippines, et une rencontre visant à permettre aux ministres des Finances africains d'examiner les opportunités et les défis communs liés à la numérisation des paiements.
- Une initiative a été mise en place afin d'étudier les processus

de transition de cinq pays. La première étude de cas révèle qu'en numérisant et en centralisant ses paiements, le gouvernement du Mexique économise 1,27 milliard de dollars par an.

i Pour plus d'informations sur l'Alliance Better Than Cash de l'UNCDF, consulter www.uncdf.org/btca



Financement du développement local

L'UNCDF cherche à ce que les avantages liés au développement soient accessibles aux populations locales, au-delà des cercles de pouvoir mondiaux, régionaux et nationaux. Il fournit des capitaux de lancement et une assistance technique afin de drainer plus de fonds au niveau local, de réduire les inégalités, d'améliorer les services et d'ouvrir des perspectives de développement économique durable. Pour ce faire, l'organisation s'appuie sur l'innovation et la mise à l'essai de nouveaux systèmes financiers, aussi bien publics que privés, qui mobilisent, allouent et investissent des ressources supplémentaires et favorisent la transparence et la responsabilisation des acteurs qui les utilisent.

PROGRAMME PAYS

TRAVAIL DE L'UNCDF AU BÉNIN

DÉFI :

Basée sur l'agriculture, l'économie du Bénin est fortement tributaire des conditions météorologiques. Bien que le pays abrite le grenier régional de Borgou, la sécurité alimentaire reste un défi.

ACTION DE L'UNCDF :

Au Bénin, l'UNCDF s'attache à renforcer les capacités locales afin de soutenir le développement économique local et d'améliorer la sécurité alimentaire. Le Programme de financement du développement local (LDFP) utilise les technologies de l'information et de la communication (TIC) afin de contribuer à un développement local efficace en permettant une gestion des finances publiques en temps réel sur des ressources limitées et en reliant les commerces locaux à des services en ligne.

L'UNCDF a mis au point un logiciel de comptabilité financière appelé « Gestion budgétaire et comptable des communes (GBCO) ».

RÉSULTATS :

- Partant d'une couverture initiale de sept municipalités et d'un petit investissement de 18 000 dollars, le GBCO a été déployé dans tout le pays moyennant un investissement de plus de 400 000 dollars grâce à l'assistance de DANIDA, de la Coopération Technique Belge et de l'Union européenne. Aujourd'hui, 75 % des autorités locales au Bénin utilisent ce modèle.

- La Coopération Technique Belge a récemment exporté le logiciel GBCO au Niger et a commencé son déploiement dans quatre municipalités pour un investissement de 32 000 dollars. De nouvelles adaptations font actuellement l'objet de discussions en vue de déployer le logiciel au Mali.

i Pour plus d'informations sur le travail de l'UNCDF au Bénin, consulter <http://www.uncdf.org/fr/Benin>

PROGRAMME GLOBAL

LOBI

DÉFI :

Les zones transfrontalières sont souvent de dynamiques centres de commerce, mais également d'échanges sociaux et culturels. Elles sont cependant vulnérables aux conflits et à l'insécurité résultant des litiges sur la délimitation des frontières, du manque de gouvernance, de la gestion inadéquate des ressources communes et de la prestation insuffisante de services de base.

ACTION DE L'UNCDF :

L'UNCDF s'est associé à l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA), à la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et au gouvernement du Luxembourg pour mettre en œuvre l'Initiative transfrontalière locale (LoBI).

Celle-ci a pour objectif de renforcer la gouvernance transfrontalière, de soutenir l'élaboration de stratégies nationales et régionales viables et d'expérimenter des processus transfrontaliers de développement local visant à

améliorer la stabilité économique et la sécurité des personnes.

Le programme LoBI intervient dans deux régions frontalières d'Afrique de l'Ouest : l'espace SKBo, qui couvre la frontière du Burkina Faso, de la Côte d'Ivoire et du Mali ; et la zone IIRSahel, qui regroupe le Burkina Faso, le Mali et le Niger. Il s'efforce de renforcer les capacités partagées afin de répondre à une pression migratoire croissante, de s'attaquer aux disparités régionales, d'améliorer la prestation de services et d'accroître la compétitivité sur les marchés. Le programme LoBI comprend également un fonds de développement local transfrontalier visant à accroître les investissements, à soutenir les innovations dans les domaines du développement économique local, de l'égalité hommes-femmes et de la sécurité alimentaire, et à contribuer directement à la pérennité des services de base au sein des communautés transfrontalières.

au point des outils permettant d'analyser les politiques et stratégies transfrontalières aux niveaux régional et national, et incité les acteurs locaux à participer à l'expérimentation de nouveaux outils de coopération transfrontalière au niveau local.

- Le programme LoBI a également participé à l'Assemblée générale du Conseil des Collectivités Territoriales de l'UEMOA, ainsi qu'à d'autres rencontres régionales clés, afin de promouvoir l'intégration régionale par le biais de la coopération et du financement transfrontaliers.
- Le programme LoBI a réalisé une étude sur les politiques et stratégies transfrontalières nationales du Bénin, du Burkina Faso, de la Côte d'Ivoire, du Mali, du Niger, du Sénégal et du Togo.
- Il a évalué la dynamique de coopération transfrontalière dans les régions participantes, ainsi que la possibilité de projets pilotes d'investissement.

i Pour plus d'informations sur le programme LoBI de l'UNCDF, consulter <http://www.uncdf.org/en/Local-Cross-Border-Initiative>



↑ NIGER : Les zones transfrontalières sont d'une importance capitale pour la stabilité régionale, bien que leurs communautés soient souvent exclues des dispositifs de soutien nationaux. L'Initiative transfrontalière locale (LoBI) a été mise en place pour renforcer la gouvernance transfrontalière grâce à la définition de stratégies régionales et nationales et à la promotion de processus transfrontaliers de développement local.

© UNCDF/Christian Fournier

RÉSULTATS :

- Le programme LoBI a établi une stratégie transfrontalière conjointe entre l'UEMOA et la CEDEAO, mis



LES MOYENS D'AGIR

Importance des ressources ordinaires stables et prévisibles à travers des partenariats solides

Seule agence des Nations Unies à cibler en priorité les PMA, l'UNCDF s'attache à élargir les possibilités de développement des populations les plus pauvres et les plus vulnérables au monde. L'organisation est déterminée à veiller à ce que nul ne soit laissé pour compte en cette période de progrès historique et de nouvelles possibilités.

Le double domaine de compétences de l'UNCDF (financement du développement local et finance inclusive) offre une multitude d'opportunités stratégiques en vue de la réalisation de cet objectif. Alors que la complexité des défis du développement s'accroît, ces deux domaines fondamentaux convergent plus fréquemment, créant des synergies susceptibles de dépasser la somme de leurs parties.

Cette convergence place l'UNCDF en première ligne d'innovations telles que les services bancaires à distance, qui exploitent le terrain fertile issu de la quasi-saturation du marché de la téléphonie mobile et de l'accès limité aux services financiers. Le programme global Mobile Money for the Poor (MM4P, voir page 34) peut transformer la vie des bénéficiaires figurant parmi les 2,5 milliards de personnes exclues du système bancaire dans le monde.



\$ 25 millions
de seuil nécessaire
pour maintenir les
programmes de l'UNCDF
dans 40 PMA



« Organisation de petite taille visant principalement la **COLLABORATION** avec le secteur privé, l'UNCDF est particulièrement compétent dans les domaines de l'élaboration des politiques et du partage de ces connaissances avec la **COMMUNAUTÉ du DÉVELOPPEMENT** au sens large. »

Évaluation multilatérale australienne de 2012

Grâce au programme MM4P, une personne précédemment limitée par sa dépendance vis-à-vis de l'argent liquide peut désormais bénéficier des avantages liés à la gestion des transactions bancaires quotidiennes via son téléphone portable, ce qui lui épargne de nombreuses heures d'attente au guichet, réduit l'anxiété liée à la détention d'argent liquide susceptible d'être perdu ou volé et génère de nouvelles possibilités d'épargne et de transferts de fonds grâce au cumul d'intérêts. Alors que les services bancaires mobiles continuent à gagner du terrain, l'UNCDF cherche plus que jamais à étendre ses actions aux communautés les plus pauvres, dans lesquelles la pénétration reste faible.

Indispensables pour relever de tels défis, la flexibilité et la liberté d'innover dépendent des financements disponibles. L'UNCDF utilise principalement ses ressources ordinaires en tant que capitaux d'investissement pour de nouveaux programmes et projets. Ceci signifie que plus les ressources de l'UNCDF sont solides et dépourvues de conditions, plus ses interventions sont efficaces et améliorent la vie des personnes.

L'importance que les partenaires de l'UNCDF accordent au travail de l'organisation se reflète d'ailleurs dans leurs contributions, qui ont continué à augmenter en 2013 pour la huitième année consécutive. Bien que cette hausse concerne principalement les autres ressources, il est encourageant de constater que les contributions aux ressources ordinaires augmentent également grâce aux donateurs existants et à de nouveaux contributeurs tels que le Liechtenstein ou la Suisse. En rejoignant des partenaires tels que la Suède, la Belgique, le Luxembourg, la Norvège et les États-Unis, les nouveaux partenaires permettent à l'UNCDF de stabiliser ses dépenses d'investissement en faveur de la croissance inclusive et de satisfaire à son modèle d'activité.

Ce modèle s'appuie sur un mandat financier unique qui permet à l'UNCDF de mobiliser d'importantes ressources supplémentaires en fonction des contributions ordinaires qu'il reçoit. Plus le volume de contributions ordinaires confiées à l'UNCDF est important, plus l'organisation peut tirer parti d'autres financements provenant de son nombre croissant de partenariats avec des donateurs et des investisseurs institutionnels et privés. Seuls les capitaux d'investissement prenant la forme de contributions non affectées offrent une telle liberté.

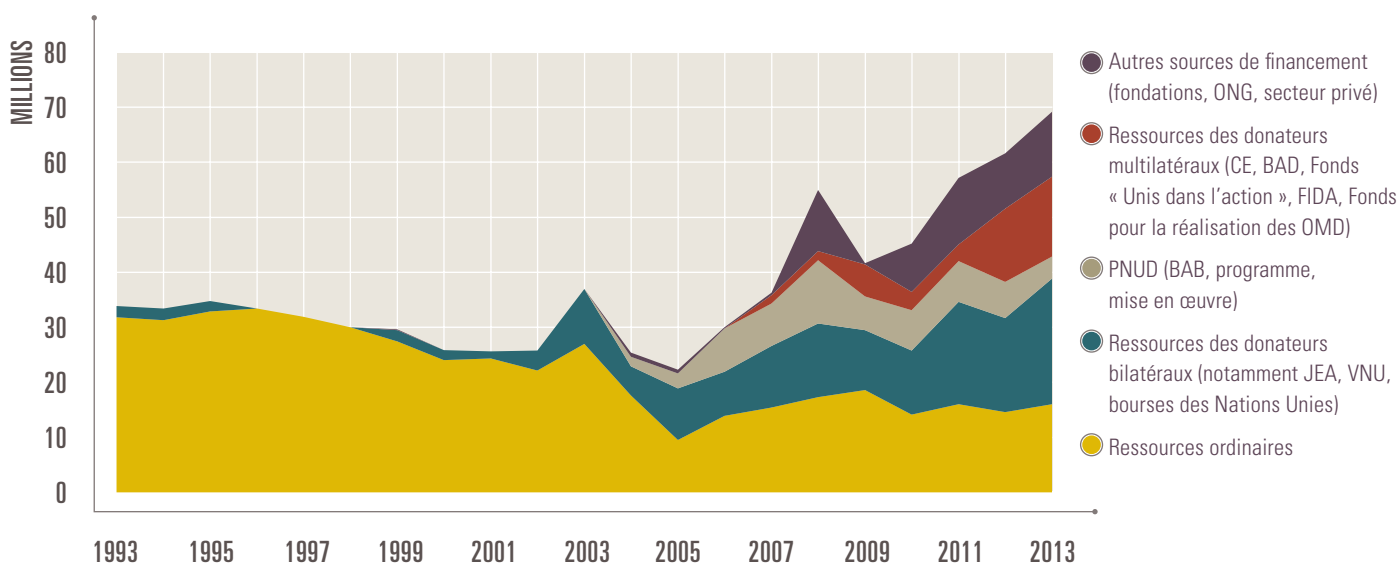
Si les financements ordinaires ne permettent plus à l'UNCDF de répondre de manière flexible et innovante aux besoins des populations qu'il dessert, l'organisation risque fort d'être contrainte de réduire ses interventions dans les PMA. Alors que les services de l'UNCDF font l'objet d'une demande croissante et que les possibilités de changement se multiplient, il est plus que jamais indispensable de donner à l'organisation les moyens de riposter efficacement (et d'exploiter les ressources supplémentaires lui permettant d'étendre ses actions).

La stabilité des financements garantit également la clarté des objectifs. La reconnaissance de l'UNCDF en tant que partenaire fiable du développement provient de sa neutralité et de son indépendance. Travaillant en partenariat avec les gouvernements nationaux et des acteurs non étatiques, il reste concentré sur la mise en œuvre des programmes et sur la prestation des meilleurs services possibles.

« La souplesse du dispositif de **SUBVENTION PROPRE** à l'UNCDF lui permet de soutenir la création de secteurs financiers **INCLUSIFS**. »

Groupe consultatif d'assistance aux pauvres (CGAP)

Contributions versées à l'UNCDF entre 1993 et 2014



« Grâce à sa grande
**EXPERTISE
 TECHNIQUE**,
 l'organisation est à même
 d'adopter une approche
 plus risquée et de mettre
 en œuvre à l'échelle locale,
 souvent à titre de phase
 pilote, des petits projets
 que les organisations
 locales et les banques de
 développement auraient
 du mal à mettre en place.
 Par conséquent, l'UNCDF
 doit être considéré comme
 un **PIONNIER DU
 DÉVELOPPEMENT**,
 précurseur du travail
 d'autres organisations,
 plutôt que comme un
**MÉCANISME DE
 FINANCEMENT**. »

Évaluation suédoise des organisations
 multilatérales de 2008

Consultations des parties prenantes sur les scénarios prospectifs de l'UNCDF

En 2012, l'UNCDF a entamé une série de consultations visant à recueillir l'opinion et les commentaires de ses partenaires sur le Cadre stratégique 2014-2017, qui servira de base à l'action de l'organisation en vue d'accélérer les progrès vers la réalisation des OMD et à sa contribution au programme de développement pour l'après-2015. Les consultations des parties prenantes ont permis d'examiner le positionnement de l'UNCDF au sein de l'architecture de l'aide internationale, son avantage comparatif et les besoins en ressources correspondants.

Outre leur précieuse contribution au Cadre stratégique (voir page 45), ces consultations ont abouti à trois conclusions importantes.

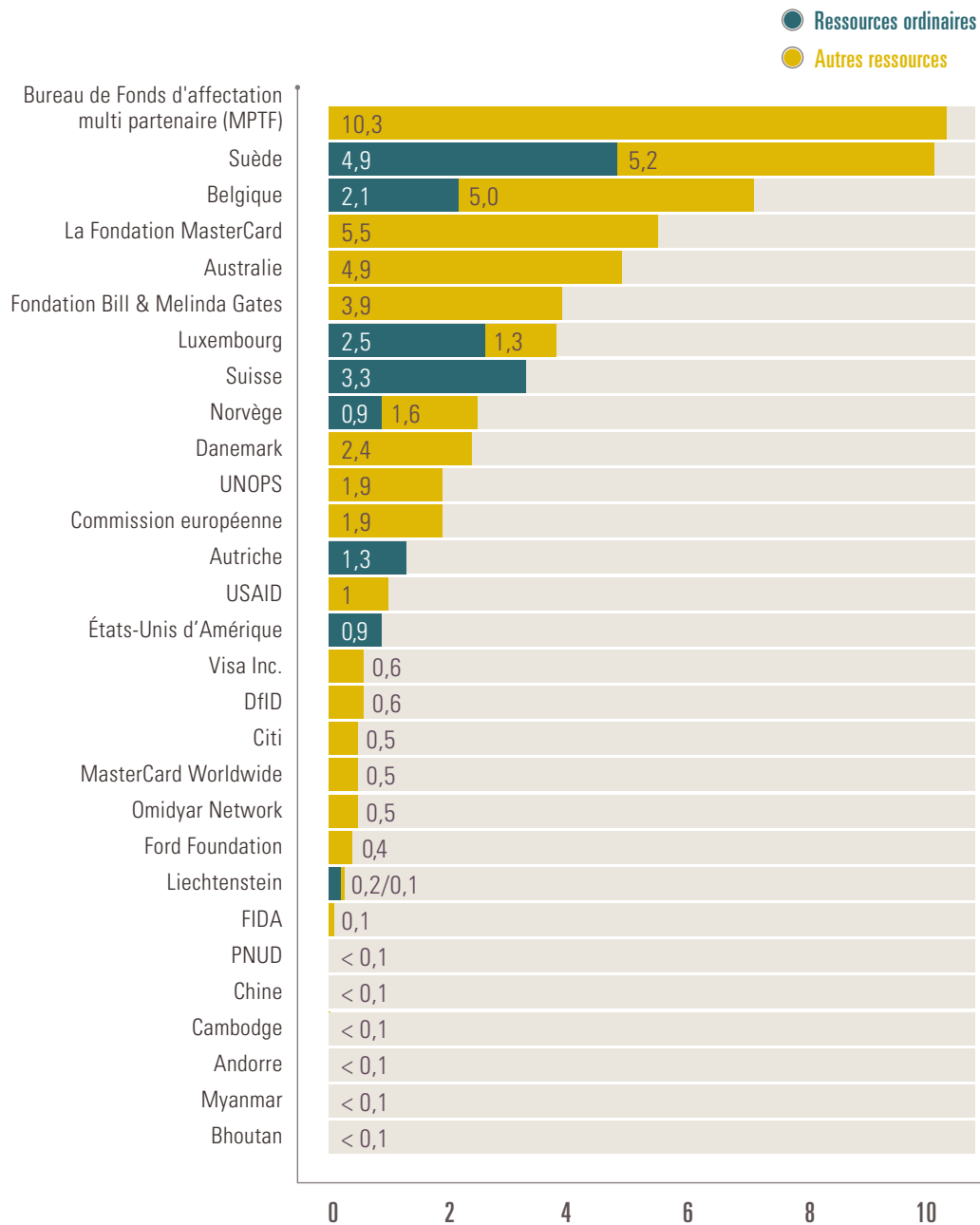
Elles ont tout d'abord confirmé la proposition de valeur de l'UNCDF, ainsi que la pertinence et la complémentarité de son travail dans les domaines de la finance inclusive et du financement du développement local, incitant l'organisation à étudier de plus près comment mettre à profit son mandat et son expertise pour piloter l'innovation, au vu des tendances actuelles dans le domaine du financement du développement et de l'évolution des technologies.

Elles ont ensuite souligné que le travail de l'UNCDF et l'accent mis sur la croissance inclusive et durable dans les PMA étaient d'une importance capitale pour le programme de développement pour l'après-2015 en cours d'élaboration.

Elles ont enfin souligné l'importance d'un accroissement significatif des ressources ordinaires pour permettre à l'UNCDF de remplir son mandat d'investissement. Les parties prenantes ont convenu que les ressources ordinaires offraient une plateforme sûre pour les activités de programme impulsées par les pays et permettaient à l'UNCDF d'investir dans des innovations susceptibles d'être déployées à l'échelle mondiale. En cette période de restrictions budgétaires, elles favorisent en outre l'efficacité des programmes, réduisant les charges administratives pour l'organisation, les pays hôtes, les partenaires de mise en œuvre et les donateurs.



Revenus par donateur en 2013 (en millions de dollars US)



PFIS : ACCÉLÉRER LES PROGRÈS

En 2012, l'Agence suédoise de coopération internationale au développement (ASDI) a décidé de compléter la contribution déjà significative du gouvernement suédois aux ressources ordinaires de l'UNCDF par un financement pluriannuel supplémentaire, portant le montant total de sa contribution à 16,3 millions de dollars. Son Partenariat pour une croissance solidaire et un développement durable (PFIS) vise à accélérer les progrès vers la réalisation des OMD en soutenant simultanément sept programmes globaux clés de l'UNCDF : Mobile Money for the Poor (MM4P), Making Access to Financial Services Possible (MAP), CleanStart, Local Climate Adaptive Living Facility (LoCAL), l'Initiative de financement local (LFI), YouthStart et un programme d'émancipation économique des femmes.

L'UNCDF a conçu ces programmes globaux afin de répondre aux demandes d'aide des pays dans des domaines tels que le financement de l'adaptation aux changements climatiques, le financement d'infrastructures locales ou le financement de l'accès à l'énergie. S'inscrivant dans le prolongement naturel de son expertise en matière de services financiers et de financement du développement local, cette aide est un complément aux programmes de pays.

Le PFIS permet à l'UNCDF de répondre plus rapidement et plus efficacement aux problèmes mondiaux émergents ayant des effets multiplicateurs, notamment l'impact des changements climatiques et le manque de services financiers accessibles pour les ménages à faible revenu et les microentrepreneurs.

MYANMAR : En Côte d'Ivoire, en Thaïlande, en République démocratique du Congo, au Mozambique et au Myanmar, l'UNCDF expérimente son nouvel outil diagnostique MAP (Making Access Possible), une initiative multinationale destinée à soutenir l'inclusion financière au moyen d'un processus national de dialogue et de diagnostic fondé sur des données probantes, afin de permettre l'élaboration de feuilles de route nationales recensant les principaux facteurs d'inclusion financière et les actions recommandées. Conçu par l'UNCDF avec le concours de FinMark Trust et Cenfri, le cadre MAP vise à devenir un bien public, capable de faire progresser l'inclusion financière à l'échelle mondiale.

© UNCDF/Paul Luchtenburg



i Pour plus d'informations sur les programmes globaux de l'UNCDF, consulter :

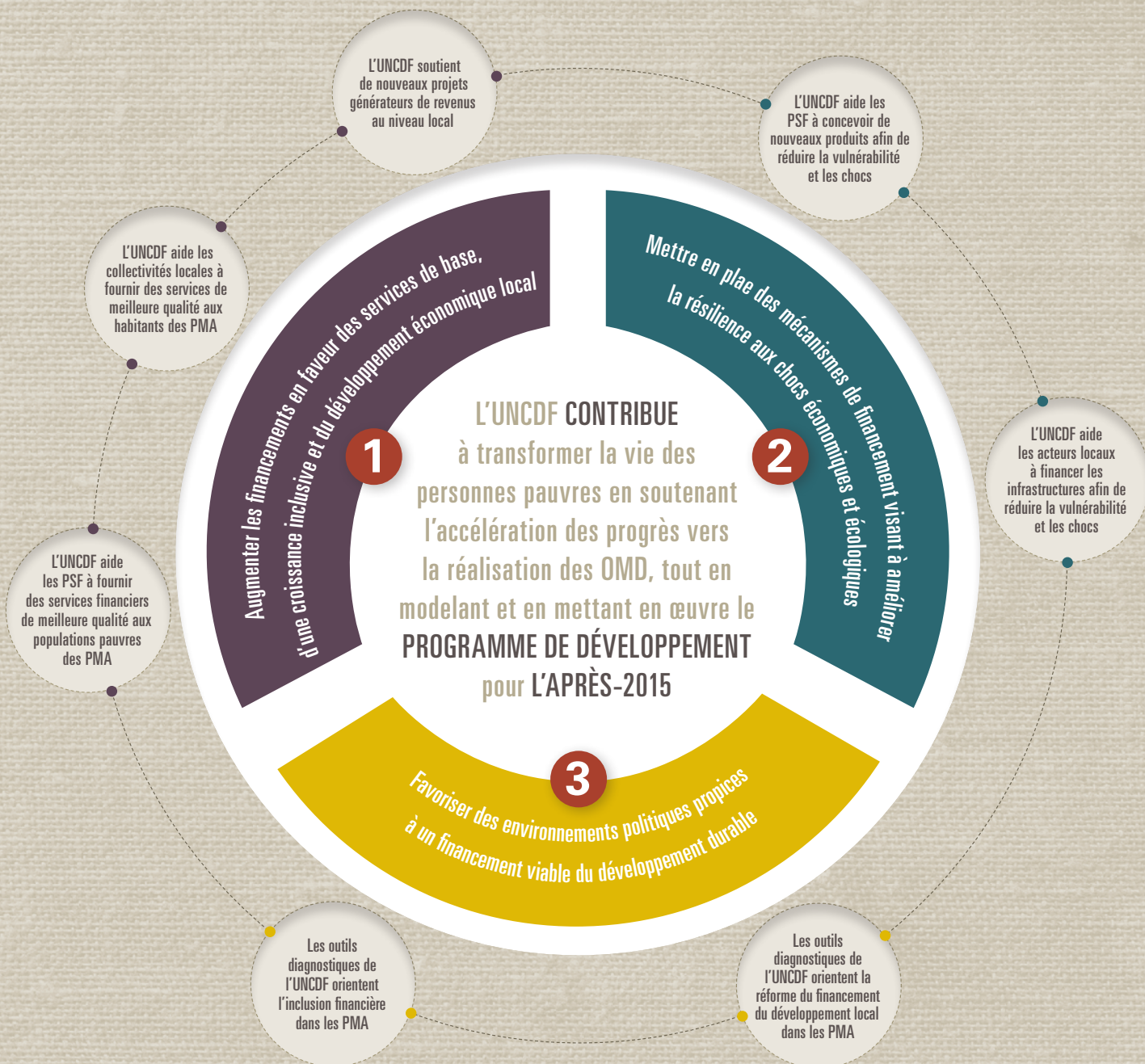
MM4P	www.uncdf.org/fr/mm4p
MAP	www.uncdf.org/fr/making-access-possible
LoCAL	www.uncdf.org/fr/local
LFI	www.uncdf.org/fr/local-finance-initiative-lfi
Cleanstart	www.uncdf.org/fr/cleanstart
Youthstart	www.uncdf.org/fr/youthstart
IELD	www.uncdf.org/fr/inclusive-and-equitable-local-development-ield

CADRE STRATÉGIQUE 2014-2017 DE L'UNCDF



LES QUATRE PROCHAINES ANNÉES MARQUERONT UNE PÉRIODE DE TRANSITION. ALORS QUE L'ÉCHÉANCE DE 2015 POUR LA RÉALISATION DES OMD APPROCHE À GRANDS PAS, UN NOUVEAU PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT POUR L'APRÈS-2015 PREND FORME ET DÉFINIT LES GRANDES LIGNES DE LA PROCHAINE PHASE DE DÉVELOPPEMENT MONDIAL.

CETTE STRATÉGIE DÉFINIT TROIS GRANDS OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT POUR LES ACTIVITÉS DE L'UNCDF SUR LA PÉRIODE 2014-2017



Le Cadre stratégique 2014-2017 de l'UNCDF définit les paramètres de l'engagement de l'UNCDF auprès des PMA au cours de cette période. Conçu pour tirer parti des synergies avec le Plan stratégique 2014-2017 du PNUD, il exploite pleinement le potentiel du mandat de fourniture de capitaux et des instruments financiers flexibles de l'UNCDF pour soutenir des objectifs partagés : éradiquer la pauvreté, réduire les inégalités et promouvoir une croissance inclusive et durable.

L'UNCDF interviendra dans ses deux domaines d'expertise programmatique, à savoir la finance inclusive et le financement du développement local. Il déploiera son mandat de fourniture de capitaux de manière innovante afin d'optimiser de nouvelles sources de financement, en s'appuyant sur le nombre croissant d'investisseurs à impact social qui accordent la même importance au développement durable qu'au retour sur investissement. Il contribuera également à améliorer la gestion des finances publiques sur des ressources limitées en accélérant les solutions TIC et en reliant les commerces locaux à des services en ligne.

Cette stratégie vise à contribuer aux trois principaux objectifs de développement identifiés par le Cadre stratégique : augmenter les financements en faveur des services de base, d'une croissance inclusive et du développement

économique local ; mettre en place des mécanismes de financement visant à améliorer la résilience aux chocs économiques et écologiques ; et favoriser des environnements politiques propices à un financement viable du développement durable.

MESURER LES RÉSULTATS

Le Cadre stratégique s'accompagne d'une Matrice intégrée des résultats et des ressources (IRRM), qui traduit les objectifs de développement de l'UNCDF en résultats afin de permettre à l'organisation et aux parties prenantes de suivre et d'évaluer les progrès réalisés, de tirer des enseignements et d'assurer la responsabilité de l'organisation vis-à-vis des fonds qui lui sont versés.

Il est soutenu par un système de suivi et d'évaluation axé sur les résultats qui permettra une évaluation interne régulière et une estimation externe des progrès réalisés, ainsi qu'une gestion éclairée de l'ensemble des interventions

de l'UNCDF, fondée sur des données probantes.

Cette approche s'appuie sur l'engagement existant de l'UNCDF en matière de mesure et d'évaluation, qui s'illustre par plus de 20 évaluations externes commandées par l'Unité d'évaluation de l'organisation depuis 2010, ainsi que par la participation régulière de l'UNCDF à des évaluations externes de ses résultats telles que l'Évaluation multilatérale australienne de 2012.

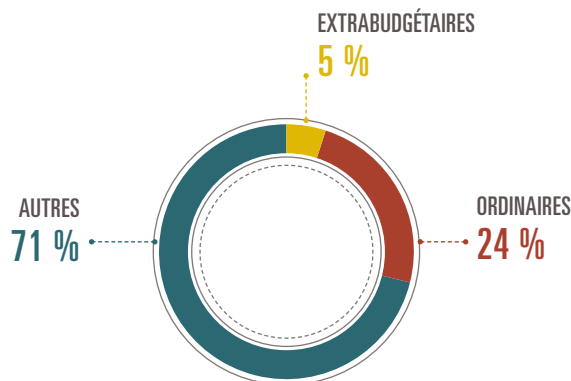
Conformément aux engagements de l'organisation en matière de transparence, tous les examens et évaluations de l'UNCDF sont disponibles sur notre site Internet : <http://www.uncdf.org/fr/evaluations-assessments>.

• NIGER : l'UNCDF aide le Niger à relever les défis du développement grâce à plusieurs projets axés sur la finance inclusive et développement local. Le Projet d'appui au développement économique local (PADEL II) vise à permettre aux habitants de la région de Maradi d'accéder aux services publics et financiers. Cette école est financée par le Fonds de développement local.

© UNCDF/Mathieu Soglonou



Revenus par secteur en 2013



Partenaires et ressources

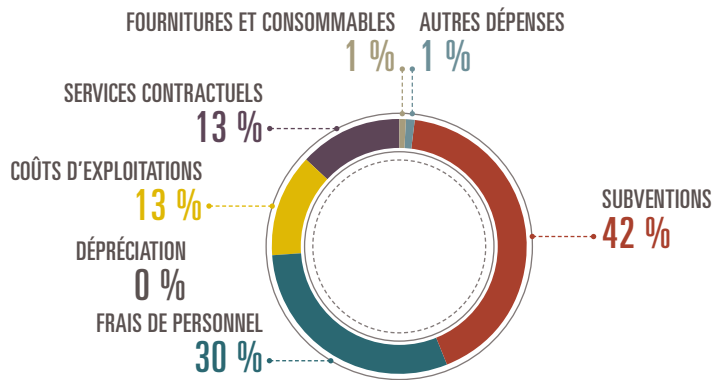
En 2013, principalement du fait de l'augmentation des autres ressources, le total des revenus de l'UNCDF a atteint un niveau record de 65 millions de dollars, contre 55 millions en 2012. La diversification des sources de financement est restée au niveau élevé de 36 donateurs, contre 29 en 2010. En 2013, parmi les contributions des donateurs aux ressources de l'UNCDF, 12 millions de dollars provenaient de sept grandes fondations et entreprises du secteur privé, soit 18 % du revenu total. En 2013, les huit principaux donateurs de l'UNCDF ont été le Fonds « Unis dans l'action » (multidonateurs), la Suède, La Fondation MasterCard, l'Australie, la Belgique, la Fondation Bill & Melinda Gates, le Luxembourg et la Suisse.

Les autres ressources ont atteint un niveau record de 49 millions de dollars en 2013, soit une augmentation de 24 % par rapport à 2012. Les autres ressources ont augmenté de plus de 300 % au cours des sept dernières années et devraient continuer de croître en 2014 si l'on en croit les engagements signés. Les ressources ordinaires ont atteint 16 millions de dollars en 2013, en légère augmentation par rapport à 2012 grâce à une première contribution de la Suisse, mais encore bien en deçà du seuil minimal de 25 millions de dollars jugé nécessaire pour maintenir les activités de l'UNCDF dans 40 PMA.

En 2013, l'absence d'augmentation significative des ressources ordinaires a contraint l'UNCDF à prendre des mesures radicales pour transférer le coût de ses infrastructures techniques vers d'autres sources de financement et réduire les montants consacrés au déploiement de son mandat d'investissement dans les PMA. Au cours des consultations des parties prenantes, un certain nombre de donateurs clés ont indiqué qu'ils souhaitent envisager de contribuer ou d'augmenter leur contribution aux ressources régulières de l'UNCDF, selon les cas. L'UNCDF souhaite vivement élargir ses services à l'ensemble des PMA. Malgré les contraintes qui pèsent sur les ressources ordinaires, l'organisation reste convaincue qu'elle pourra poursuivre ses opérations dans au moins 33 PMA, tout en continuant à bénéficier de montants substantiels d'autres ressources provenant de sources publiques et privées au profit des PMA.

Le total des dépenses s'est élevé à 60 millions de dollars en 2013, soit 18 % d'augmentation par rapport à 2012 (51 millions de dollars). Les dépenses imputées sur les ressources ordinaires ont diminué de 24 %, atteignant 18 millions de dollars, tandis que les dépenses imputées sur les autres ressources ont augmenté de 42 %.

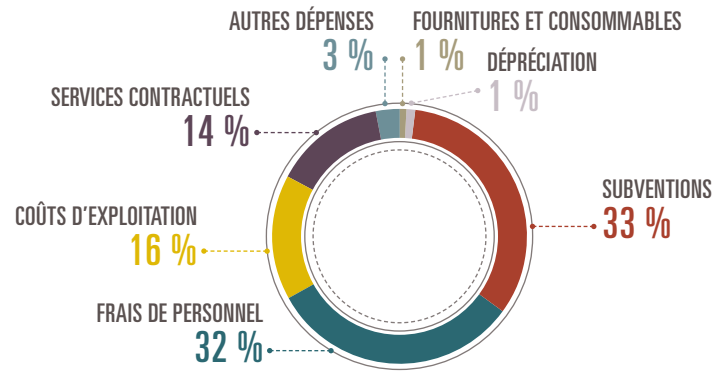
Dépenses pour l'année 2013



L'UNCDF continue à contrôler très étroitement sa stabilité financière à long terme, investissant ses ressources ordinaires limitées de manière stratégique dans des initiatives permettant d'optimiser les résultats en termes de développement et d'attirer d'autres ressources substantielles.

À la fin de l'année 2013, le solde des comptes s'élevait à 81 millions de dollars. L'UNCDF a constitué des provisions au titre de l'Assurance maladie après la cessation de service (ASHI), conformément aux normes IPSAS, et réévalué sa

Dépenses pour l'année 2012

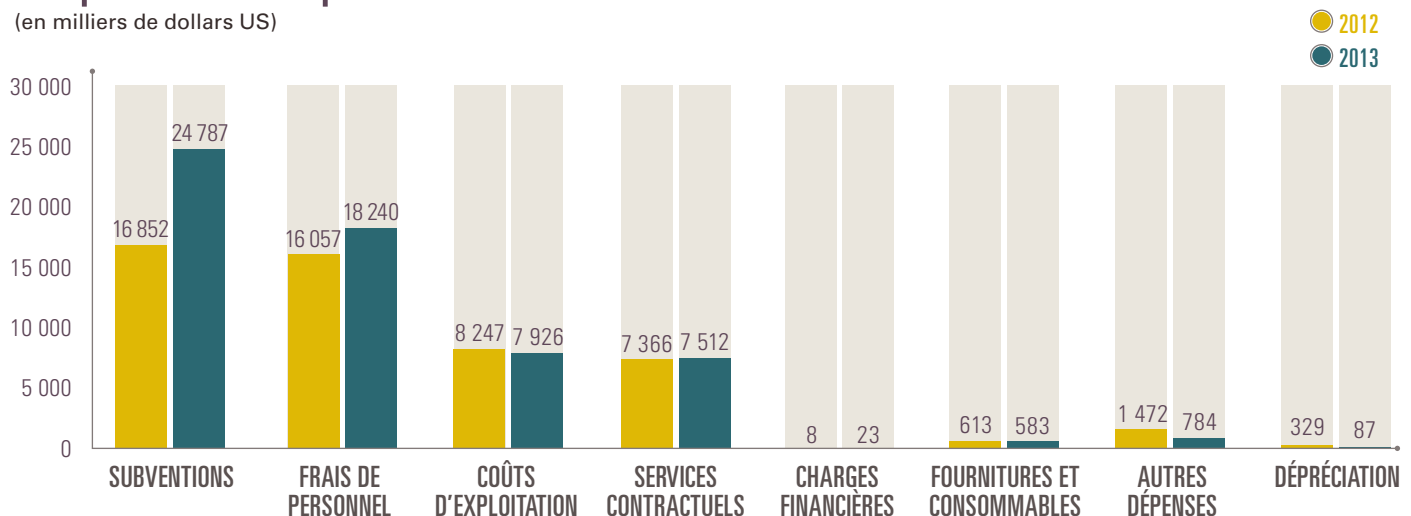


réserve opérationnelle de base à 12 millions de dollars. La réserve extrabudgétaire s'élève quant à elle à 2 millions de dollars.

En 2013, 59 % des dépenses nationales ont été consacrées à l'Afrique, suivie par l'Asie et le Pacifique (39 %) ; 64 % des dépenses afférentes aux programmes ont été couvertes par les programmes de pays, tandis que les initiatives thématiques globales de l'UNCDF représentent les 36 % restants.

Comparaison des dépenses des années 2013 et 2012

(en milliers de dollars US)



ÉTATS FINANCIERS

État de la situation financière

(en milliers de dollars US)

ACTIFS	31 déc 2013	31 déc 2012
Actifs à court terme		
Argent comptant et équivalent	16 515	37 159
Investissements	52 059	38 777
Créances - Transactions non-échange	3 698	—
Créances - Opérations de change	8 876	279
Avances versées nettes	1 031	1 207
Prêts aux prestataires de services financiers	783	—
Stocks	2	—
Autres actifs courants	—	178
Total des actifs courants	82 964	77 600
Actifs non courants		
Investissements	10 099	13 366
Prêts aux prestataires de services financiers	547	1 608
Immobilisations corporelles	685	488
Total des actifs non courants	11 331	15 462
Total des actifs	94 295	93 062
PASSIF		
Passif à court terme		
Comptes créditeurs et charges à payer	895	8 348
Avantages du personnel	2 110	2 033
Autres passifs courants	—	26
Total des passifs courants	3 005	10 407
Passifs non courants		
Avantages du personnel	10 718	15 302
Total des passifs non courants	10 718	15 302
Total du passif	13 723	25 709
ACTIF NET/SITUATION NETTE		
Réserves	14 618	24 600
Surplus accumulé	65 954	42 753
Total de l'actif net/situation nette	80 572	67 353
Total du passif et de l'actif net/situation nette	94 295	93 062

État des résultats financiers

(en milliers de dollars US)

REVENUS	2013	2012
Contributions volontaires	65 169	54 139
Revenus de placement net	426	367
Autres revenus	642	737
Total des revenus	66 237	55 243
DÉPENSES		
Services contractuels	7 512	7 366
Frais de personnel	18 240	16 057
Fournitures et consommables utilisés	583	613
Frais généraux d'exploitation	7 926	8 247
Subventions et autres transferts	24 787	16 852
Autres dépenses	784	1 472
Dépréciation	87	329
Charges financières	23	8
Total des dépenses	59 942	50 944
Excédent de la période	6 295	4 299

Les notes complémentaires font partie intégrante des présents états financiers.

État de variation de l'actif net/situation nette

(en milliers de dollars US)

	Réserves	Surplus accumulé	Total de l'actif net/ situation nette
Solde au 31 décembre 2012	24 600	42 753	67 353
Avant ajustement pour la période	—	52	52
Solde au 1 ^{er} janvier 2013 retraité (IPSAS)	24 600	42 805	67 405
Variation de l'actif net/situation nette			
Transfert de la réserve opérationnelle vers le surplus accumulé	(9 982)	9 982	-
Fonds à des fins spécifiques		920	920
Gains actuariels		5 952	5 952
Excédent de la période		6 295	6 295
Total des revenus et des dépenses directement comptabilisés dans l'actif net/situation nette	(9 982)	23 149	13 167
Solde au 31 décembre 2013	14 618	65 954	80 572

Les notes complémentaires font partie intégrante des présents états financiers.

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS

UNITED NATIONS CAPITAL DEVELOPMENT FUND

a. Mandat et objectifs

Le mandat initialement confié à l'UNCDF par l'Assemblée générale des Nations Unies était d' « assister les pays en voie de développement dans le développement de leur économie, en complétant les ressources existantes en matière d'aide à l'équipement au moyen de dons et de prêts » (Résolution 2186 (XXI), 13 décembre 1966). Celui-ci a été modifié en 1973 afin de viser en priorité les PMA.

Le mandat financier de l'UNCDF au sein du système des Nations Unies est unique. Il fournit des investissements et un soutien technique aussi bien au secteur public que privé.

Par son aptitude à mobiliser des capitaux (sous forme de subventions, de prêts à des conditions avantageuses et de rehaussements de crédit) et à apporter l'expertise technique nécessaire à la préparation de portefeuilles de projets durables et solides d'infrastructure et de renforcement des capacités, son mandat constitue un complément des plus utiles à ceux des autres agences des Nations Unies. Il lui permet également d'investir en amont dans l'élimination des risques liés aux possibilités que pourront exploiter par la suite les partenaires financiers institutionnels, ou les organisations caritatives et les investisseurs du secteur privé, dont le nombre de cesse de croître.

Présent dans 33 pays et territoires, l'UNCDF a son siège à New York.

Les états financiers comprennent uniquement les opérations de l'UNCDF. L'UNCDF ne détient aucun établissement ni aucune participation dans des sociétés affiliées ou des entités contrôlées conjointement.

b. Adoption des Normes comptables internationales pour le secteur public (IPSAS)

L'UNCDF a préparé ses états financiers conformément aux Normes comptables internationales pour le secteur public (IPSAS).

Avant le 1^{er} janvier 2012, l'UNCDF préparait ses états financiers conformément aux Normes comptables du système des Nations Unies (UNSAS), ce qui nécessitait l'utilisation d'une méthode de comptabilité d'exercice modifiée.

Le 1^{er} janvier 2012, l'UNCDF a adopté les normes d'information IPSAS. Le passage à une comptabilité d'exercice intégrale comme le prescrivent les normes IPSAS a provoqué des modifications significatives des politiques comptables ainsi que du type d'actifs, de passifs, de revenus et de dépenses reconnus et de leur évaluation. Ceci suppose une déconsolidation des états financiers du PNUD, l'UNCDF étant désormais considéré comme une entité séparée dans le cadre des normes IPSAS.

c. Liquidités

(en milliers de dollars US)

	31 déc 2013	31 déc 2012
Argent comptant sur les comptes bancaires	588	473
Fonds du marché monétaire	6 385	21 690
Instruments du marché monétaire	9 999	14 996
Dépréciation	(457) ^a	-
Total	16 515	37 159

d. Placements La valeur comptable des placements en obligations et bons de caisse est de 62 millions de dollars et se compose comme suit.

Maturité	Valeur au 1 ^{er} janvier 2013	Achats	Maturités	Amortissement	Plus-values/ (moins-values) latentes	Reclassement du long terme à court terme	31 décembre 2013
Court terme	38 777	32 330	(38 260)	(585)		19 797	52 059
Long terme	13 366	19 489	(2 502)	(459)	2	(19 797)	10 099
Total	52 143	51 819	(40 762)	(1 044)	2	–	62 158

e. Réserve opérationnelle

Lors de sa vingt-sixième session en 1979, le Conseil d'administration a approuvé la constitution d'une réserve opérationnelle égale à 20 % au moins du montant des engagements au titre des projets.

f. Contribution du PNUD aux ressources de programmes de l'UNCDF

Au cours de l'année 2013, le PNUD a alloué 0,2 million de dollars à l'UNCDF, conformément à la décision du Conseil d'administration 2007/34. En outre, 3,8 millions de dollars dans le budget d'appui biennal du PNUD ont été mis de côté pour les dépenses de gestion de l'UNCDF, dont 3,6 millions de dollars pour financer seize postes réguliers et des dépenses générales de fonctionnement. Les montants ont été dépensés par l'UNCDF, mais sont enregistrés et déclarés séparément par le PNUD.

Information sectorielle – Résultats financiers au 31 décembre 2013, par secteur

(en milliers de dollars US)

REVENUS	Ressources ordinaires	Partage des coûts	Fonds d'affectation spéciale	RSS*	Élimination	Total UNCDF
Contributions volontaires	16 052	31 191	17 119	807		65 169
Revenus de placement net	239	134	53	–		426
Autres revenus	593	37	8	2 540	(2 536)	642
Total des revenus	16 884	31 362	17 180	3 347	(2 536)	66 237
DÉPENSES						
Services contractuels	2 271	3 582	1 454	205		7 512
Frais de personnel	9 297	5 309	1 737	1 897		18 240
Fournitures et consommables utilisés	318	84	164	17		583
Frais généraux d'exploitation	2 903	4 817	1 577	1 165	(2 536)	7 926
Subventions et autres transferts	3 187	11 638	9 962	–		24 787
Autres dépenses	508	163	54	59		784
Dépréciation	64	10	1	12		87
Charges financières	7	–	16	–		23
Total des dépenses	18 555	25 603	14 965	3 355	(2 536)	59 942
Excédent/(déficit) de la période	(1 671)	5 759	2 215	(8)	–	6 295

* RSS (services d'appui remboursables et activités diverses)

** Élimination - cet ajustement est nécessaire pour éliminer l'effet de recouvrement des coûts interne de l'UNCDF

CRÉDITS PHOTO :

Couverture

Bulle partenariats : Bangladesh

© Jahangir Hossain

Bulle synergies : République démocratique du Congo

© Joseph Moura

Bulle effet de levier : Ouganda

© UNCDF/Frédéric Noy

Petite bulle : RDP Lao

© UNCDF/Bouapha Souphatthone

Intérieur

Table des matières : Haïti

© Fondation Bill & Melinda Gates/
Natasha Fillion

Page 2 : France

© OCDE

Page 6 : Bénin

© UNCDF/Cossoba Nanako

Page 16 : Somaliland

© UNCDF/Sandra Simmet

Page 21 : Madagascar

© CINU/Hery

Page 25 : Bénin

© UNCDF/Christian Fournier

Page 26 : Bénin

© UNCDF/Cossoba Nanako

Page 35 :

© Fondation Bill & Melinda Gates/
Natasha Fillion

Page 38 :

© UNCDF/Adam Rogers

**Publié par l'Unité des Partenariats
UN Capital Development Fund (UNCDF)**

New York, États-Unis d'Amérique

Les appellations employées et la présentation des données sur la carte n'impliquent pas l'expression d'une opinion quelconque de la part du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies ou l'UNCDF quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

© 2014 UN Capital Development Fund




United Nations Capital Development Fund


Two United Nations Plaza
New York, NY 10017

info@uncdf.org | www.uncdf.org

tel: +1 212 906 6565 | Fax: +1 212 906 6479

 www.facebook.com/uncdf

 www.twitter.com/uncdf

 www.youtube.com/uncdf



Pour plus d'informations
sur ce rapport veuillez
scanner ce code ou aller
sur www.uncdf.org.

Créer de nouvelles opportunités dans les pays les plus pauvres